

LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES ET L'UE APRÈS LE PIC DE CRISE MIGRATOIRE

Daniel Debomy | *directeur d'OPTEM*

Alain Tripiier | *directeur de SEREHO*

RÉSUMÉ

Ce Policy Paper, après l'étude qui avait été publiée en 2016 par l'Institut Jacques Delors « L'UE malgré tout ? Les opinions publiques européennes face aux crises », fait d'abord le point sur l'état de l'opinion à l'égard de l'Union européenne dans les différents États membres, en analysant des résultats fournis par les enquêtes Eurobaromètre de la Commission européenne, complétés sur certains aspects par celles du Parlement du Parlement européen.

À la fin de 2015, la difficile remontée qui s'était produite, après la crise économique, des attitudes favorables à l'UE s'était interrompue : entre le printemps et l'automne, l'image de l'UE, la confiance qu'elle inspire, les avis sur la direction qu'y prennent les choses ou le degré d'optimisme pour son futur avaient connu une rechute, tous ces indicateurs se trouvant à des niveaux nettement inférieurs à ceux d'avant la crise. En 2016 ils ont subi une érosion supplémentaire (sauf pour le degré de confiance — mais sa baisse en 2015 avait été particulièrement forte), qui va de pair avec un effritement du moral des citoyens sur le plan économique. Cependant, les jugements des citoyens sur l'appartenance à l'UE et le bénéfice induit pour leur pays sont restés assez stables depuis un an, et se situent à un niveau comparable à celui de l'avant-crise. En résumé, dans leur majorité les citoyens ne rompent pas avec le projet européen mais ils expriment de façon croissante insatisfactions et inquiétudes.

Les analyses (y compris par des traitements de données multivariés) de l'opinion dans les différents pays confirment le constat d'une grande disparité au sein de l'UE, et de différenciations entre États membres qui ne se font pas sur un seul critère simple : peuvent se révéler en effet proches les uns des autres, dans leurs attitudes générales, des États membres divers de par leur situation géographique, leur niveau de développement économique ou leur ancienneté d'adhésion. En outre, certains pays qui étaient très europhiles ont sombré dans l'euromorosité ; d'autres au contraire naguère très réservés figurent aujourd'hui parmi les eurosatisfaits.

L'étude visait ensuite à examiner en détail les attitudes à l'égard de l'immigration — qui était devenue en 2015 de loin la première cause de préoccupation pour l'Union européenne, et source importante aussi de préoccupation pour son propre pays.

Le pic de crise migratoire passé, malgré un certain repli en 2016 l'immigration reste clairement le problème le plus important pour l'UE aux yeux des citoyens, et un problème pour leur pays au milieu d'autres préoccupations de nature économique et sociale. On note que, si les États membres où elle est le plus mentionnée comme source d'inquiétude pour le pays sont effectivement parmi les plus exposés, ce n'est pas nécessairement le cas pour les citations concernant l'UE.

Dans l'ensemble, l'immigration (de personnes venant d'en dehors de l'UE) inspire des sentiments beaucoup plus négatifs que positifs ; l'apport des immigrés au pays où ils s'installent est aussi jugé négativement, quoique moins défavorablement ; l'aide aux réfugiés est en revanche une obligation très majoritairement reconnue.

Le principe d'une politique européenne commune en la matière rencontre un large assentiment de la part du citoyen européen moyen, qui approuve également l'idée d'une meilleure répartition des demandeurs d'asile entre les États membres, comme celle d'un soutien financier à ceux qui sont le plus exposés.

Les analyses effectuées sur ces sujets mettent toutefois en évidence des attitudes très contrastées. L'immigration est considérée le plus positivement dans des pays, surtout d'Europe occidentale, qui sont inégalement affectés. Au contraire les nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale, bien que se jugeant peu concernés pour eux-mêmes, manifestent des réticences qui prennent chez les plus défavorables la dimension de véritable hostilité et de répugnance à une action solidaire. Il y a là un véritable clivage — dont on observe par ailleurs qu'il ne coïncide pas avec les attitudes respectivement positives et négatives à l'égard de l'UE.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1. Des indicateurs d'opinion relatifs à l'UE stables ou en légère érosion : entre continuité du projet européen, insatisfactions et inquiétudes	3
1.1. Des indicateurs généraux d'opinion en baisse	3
1.2. Un effritement du moral des citoyens sur le plan économique	7
1.3. Les opinions publiques vis-à-vis de l'UE: état des lieux	10
2. Les citoyens face à l'immigration	16
2.1. Les attitudes à l'égard de l'immigration et des immigrés	16
2.2. La politique européenne de l'immigration : une idée largement plébiscitée par les citoyens	21
2.3. Les attitudes à l'égard de l'immigration : état des lieux	24
CONCLUSION	31
ANNEXE : LIBELLÉS DES GRAPHIQUES AFC	32

INTRODUCTION

Ce Policy Paper fait suite à l'étude que l'Institut Jacques Delors avait publiée en 2016 « L'UE malgré tout ? Les opinions publiques européennes face aux crises (2005-2015) », qui analysait une décennie d'évolution d'indicateurs de l'état des opinions mesurés dans les enquêtes Eurobaromètre de la Commission européenne, complétés sur certains aspects par des données issues des enquêtes Parlemètre du Parlement européen.

Il y apparaissait que la difficile remontée, après la crise économique, des attitudes favorables à l'UE avait connu un coup d'arrêt à la fin de 2015 — année qui avait vu se développer une crise migratoire de grande ampleur. Le présent document vise à examiner d'abord comment ces attitudes ont évolué depuis lors et quel est leur état une année plus tard ; il s'intéresse ensuite en détail aux attitudes des citoyens des pays européens à l'égard de l'immigration, telles qu'elles ressortent des réponses à l'ensemble des questions posées à ce sujet dans les enquêtes des institutions de l'UE précitées.

Après une présentation classique de ces résultats, on les a soumis à des analyses factorielles des correspondances : traitements de données multivariés (ou multidimensionnels), qui donnent une compréhension affinée des phénomènes d'opinion étudiés dans les différents États- membres.

Le présent document a été rédigé principalement par Daniel Debomy, auteur d'études et de policy papers précédents de l'Institut Jacques Delors ; Alain Tripiier y a contribué notamment en réalisant les analyses factorielles précitées, dont l'interprétation a résulté d'un travail commun.

1. Des indicateurs d'opinion relatifs à l'UE stables ou dégradés : entre continuité du projet européen, insatisfactions et inquiétudes

Nous reprenons ici des indicateurs dont l'évolution au cours de la décennie précédente avait été analysée dans notre étude publiée en 2016 : indicateurs généraux d'opinion principalement, et quelques indicateurs reflétant le degré d'optimisme ou de pessimisme économique.

1.1. Des indicateurs généraux d'opinion en baisse mais des avis constants sur l'appartenance à l'UE

1.1.1. Les jugements sur l'appartenance à l'UE et le bénéfice de l'appartenance : les citoyens ne rompent pas avec le projet européen

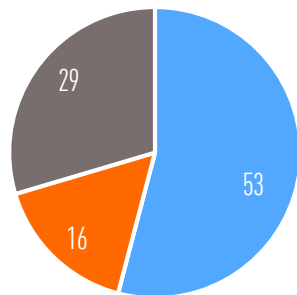
Ces indicateurs avaient été suivis systématiquement de six mois en six mois dans les enquêtes Eurobaromètre de la Commission européenne jusqu'en 2010-2011 ; ils ont été repris depuis lors dans le Parlemètre du Parlement européen (avec une moindre fréquence toutefois).

Dans l'étude précitée, nous avons noté que **ces indicateurs, après un affaïssement sensible corrélatif à la crise économique et financière, avaient à la fin de 2015 retrouvé des niveaux proches de ceux de l'avant-crise** : 55% de jugements favorables à l'appartenance à l'UE contre 15% défavorables, et 28% mitigés (le pic observé

à l'automne de 2007 était de 58%)¹ ; et 60% de citoyens considérant positivement le bénéfice de l'appartenance pour leur pays, contre 31% ayant un avis contraire (58% d'opinions favorables à l'automne de 2007)².

À l'automne de 2016, les jugements positifs sur le premier indicateur sont légèrement en retrait à 53% (contre 16% négatifs et 29% mitigés) ; le second est stable à 60% (contre 31%).

GRAPHIQUE 1 ► « D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (notre pays) de faire partie de l'Union européenne est : une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise ? »



■ Positif ■ Négatif ■ Mitigé

Les avis les plus positifs sur l'appartenance viennent du Luxembourg (81% contre 4%), de l'Irlande (74% contre 9%), des autres pays du Benelux (Pays-Bas, 72% contre 8% ; Belgique, 65% contre 11%) et de l'Allemagne (71% contre 9%), ainsi que de deux des États baltes (Lituanie, 67% contre 8% ; Estonie, 63% contre 7%), puis des pays nordiques, Suède (64% contre 13%), Danemark (62% contre 12%) et Finlande (60% contre 10%), et de la Pologne (61% contre 9%).

On enregistre au contraire **les scores les plus bas** en Grèce (31% contre 29%), à Chypre (34% contre 20%), en République tchèque (32% contre 19%) et en Autriche (37% contre 24%). On note cependant que même dans ces pays le nombre des citoyens qui jugent comme une mauvaise chose l'appartenance à l'UE ne dépasse pas celui des personnes qui y voient une bonne chose.

Pour ce qui est de **reconnaître que leur pays a tiré bénéfice de son appartenance**, les plus enclins à le faire sont les Lituaniens (86% contre 10%), les Luxembourgeois (85% contre 10%), les Maltais (84% contre 8%), les Irlandais (84% contre 12%), les Polonais (81% contre 10%), les Estoniens (80% contre 13%), puis les Slovaques (79% contre 16%), les Danois (77% contre 14%), les Néerlandais (75% contre 19%) et les Belges (73% contre 25%).

Dans trois pays, ceux qui estiment que leur pays en a bénéficié sont moins nombreux que les tenants de l'opinion inverse : la Grèce et Chypre (dans les deux cas, à 44% contre 52%) et, un peu plus nettement encore, l'Italie (38% contre 51%) ; se montrent **également particulièrement maussades** les Autrichiens (48% contre 44%).

1.1.2. L'image de l'UE : une légère dégradation, malgré des visions très contrastées d'un État membre à l'autre

À la fin de 2015, 37% des citoyens interrogés déclaraient avoir de l'UE une image (très ou assez) positive, contre 23% une image négative et 38% une image neutre³ : il s'agissait là d'un **recul de 4 points depuis le printemps** (alors que les deux années précédentes avaient vu une amélioration depuis un étiage à 30% fin 2012 et début 2013).

Au printemps de 2016 le recul s'accroissait (34% d'images positives contre 27%, et 38% de neutralité), **avant un très léger mieux à l'automne** (35% contre 25%, et 38% de neutralité).

1. Intitulé de la question : « D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (notre pays) de faire partie de l'Union européenne est : une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise ? »

2. Intitulé de la question : « Tout bien considéré, estimez-vous que (notre pays) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ? »

3. Intitulé de la question : « En général, l'image que vous avez de l'Union européenne est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative, ou très négative ? »

Plus précisément, seuls 4% des interviewés ont de l'UE une image très positive (31% une image assez positive) ; 6% en ont par ailleurs une image très négative (19% une image assez négative) — dans une grande majorité des cas, les citoyens s'abstiennent de jugements extrêmes.

Dans trois États membres, le score positif d'image dépasse ou atteint 50% : l'Irlande (55% contre 13%), la Pologne (51% contre 10%) et la Roumanie (50% contre 13%). De très nettes **majorités relatives** se manifestent en outre notamment en Bulgarie (49% contre 16%), au Portugal (48% contre 16%), au Luxembourg (47% contre 19%), en Lituanie (44% contre 7%) et à Malte (42% contre 7%).

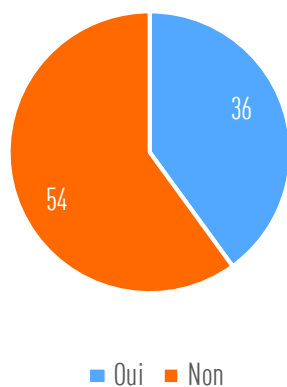
Les scores positifs sont inférieurs aux scores négatifs en Grèce (17% contre 47%), à Chypre (26% contre 35%), en Autriche (28% contre 35%), en République tchèque (28% contre 32%) et en France (29% contre 31%). Ils en sont **proches** par ailleurs en Italie (32% contre 30%), au Royaume-Uni (34% contre 32%) et aux Pays-Bas (33% contre 28%).

1.1.3. La confiance dans l'UE : toujours en berne malgré un redressement partiel et de grandes disparités au sein de l'Union

Sur ce plan **l'automne de 2015 avait été caractérisé par une forte rechute (de 8 points)** par rapport au printemps — 32% exprimant leur confiance en l'UE, contre 55% — alors que les douze mois qui avaient précédé avaient vu s'effectuer une réelle amélioration (sans qu'on retrouve toutefois, et de loin, le niveau nettement plus élevé d'avant la crise — le score de confiance était au printemps de 2007 de 57% contre 32%)⁴.

2016 voyait s'effectuer un redressement partiel, de 1 point au printemps puis de 3 à l'automne, la confiance étant désormais partagée par 36% contre 54%. Elle reste toutefois très minoritaire.

GRAPHIQUE 2 ► « Avez-vous confiance dans l'UE ? »



La confiance s'exprime à plus de 50% dans quelques pays : la Lituanie (55% contre 29%), Malte (52% contre 28%), la Roumanie (52% contre 41%), le Luxembourg (51% contre 41%) et la Finlande (51% contre 43%). Elle est **en outre** le fait de **majorités relatives** en Bulgarie (49% contre 34%), en Irlande (49% contre 42%), au Portugal (48% contre 42%), en Estonie (44% contre 36%), en Lettonie (45% contre 40%) et en Pologne (45% contre 42%).

Le **manque de confiance** est en revanche le plus marqué en Grèce (20% confiants contre 78%) et à Chypre (28% contre 63%), en France (26% contre 65%), en République tchèque (29% contre 66%), en Italie (30% contre 58%), au Royaume-Uni (31% contre 56%), en Espagne (34% contre 54%), en Autriche (35% contre 58%) et en Slovénie (37% contre 57%).

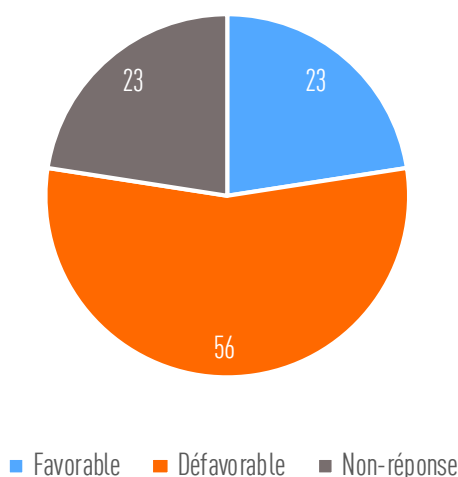
4. Intitulé de la question : « Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certains médias et certaines institutions. Pour chacun des médias suivants et pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en lui/elle ? : [...] L'Union européenne »

1.1.4. La bonne ou mauvaise direction actuelle de l'UE : des jugements plus ou moins sombres, mais une accentuation des opinions négatives dans l'ensemble

Avec 23% pensant que les choses vont dans la bonne direction dans l'UE (contre 43% mauvaise direction et 34% non-prises de positions)⁵, **l'automne de 2015 avait marqué un recul** (de 3 points) **depuis le printemps** — alors qu'un léger redressement s'était produit jusque-là depuis les plus basses eaux de l'automne de 2011 (où on enregistrait 19% d'avis favorables contre 55%).

En 2016, on notait d'abord une forte baisse au printemps (17% contre 50%) ; à l'automne **l'écart entre avis favorables et avis défavorables restait le même, les deux ayant cru de 6 points** (23% contre 56% — les non-prises de position baissant corrélativement à 23%).

GRAPHIQUE 3 ▶ « En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne ou dans la mauvaise direction dans l'UE ? »



Les plus positifs à cet égard (proportions de « bonne direction » supérieures aux proportions de « mauvaise direction » — quoique toujours sous les 50%) sont les Irlandais (47% contre 36%), les Roumains (46% contre 37%), les Bulgares (43% contre 30%), puis les Lituaniens (39% contre 35%) et les Maltais (34% contre 27%).

Les plus négatifs sont les Grecs (11% contre 82%) suivis des Français (13% contre 72%), des Danois (17% contre 66%), des Luxembourgeois (19% contre 60%), des Italiens (19% contre 58%), des Allemands (19% contre 53%), des Chypriotes (19% contre 49%), des Suédois (21% contre 66%), des Britanniques (21% contre 56%), des Autrichiens (23% contre 61%) et des Néerlandais (25% contre 63%).

1.1.5. Les opinions sur le futur de l'UE : un optimisme érodé mais très variable selon le pays

À l'automne de 2015 l'optimisme déclaré pour le futur de l'UE restait majoritaire (à 53% contre 41%) malgré, là aussi, une perte de quelques points par rapport aux trois vagues d'enquête précédentes, qui avaient marqué un redressement depuis les niveaux plus bas précédents (entre 48% et 50% de fin 2011 à début 2013)⁶.

Au printemps de 2016 l'optimisme perdait encore 3 points, les scores restant les mêmes à l'automne (50% contre 44%, 6% ne donnant pas de réponse).

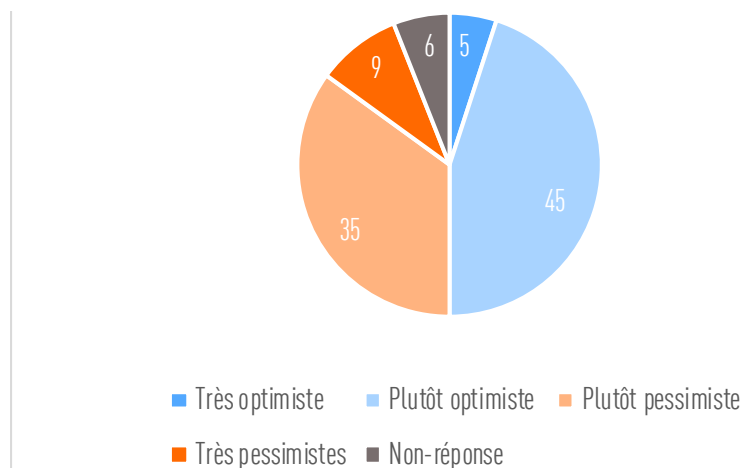
On est là très loin de l'optimisme très majoritaire qui se faisait jour en 2007 (au printemps, 69% d'optimistes et 24% de pessimistes).

5. Intitulé de la question : « En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne ou dans la mauvaise direction dans l'Union européenne ? »

6. Intitulé de la question : « Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'Union européenne ? »

En outre, les très optimistes ne sont que 5% (45% de plutôt optimistes) ; les très pessimistes sont un peu plus nombreux, 9% (35% de plutôt pessimistes).

GRAPHIQUE 4 ► « Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'UE ? »



Les plus confiants pour l'avenir sont les Irlandais (77% contre 18%), les Litvaniens (70% contre 25%), les Maltais (67% contre 23%), les Roumains (67% contre 29%), les Polonais (66% contre 27%), les Luxembourgeois (65% contre 34%), puis les Slovènes (62% contre 36%).

Se montrent à l'inverse **les plus moroses** les Grecs (30% d'optimistes contre 68%), les Chypriotes (39% contre 56%), les Français (41% contre 56%), les Britanniques (40% contre 51%), les Italiens (42% contre 50%), les Autrichiens (48% contre 49%) puis les Suédois (égalité à 49% des deux positions).

1.2. Un effritement du moral des citoyens sur le plan économique

Notre étude publiée en 2016 avait examiné trois questions incluses dans les enquêtes Eurobaromètre : sur les attentes d'amélioration ou de détérioration de la situation économique dans les douze prochains mois, pour l'UE et pour son propre pays ; et sur les attentes d'amélioration, ou non, du marché de l'emploi en relation avec la crise.

L'évolution de ces opinions en 2016 est l'objet des paragraphes qui suivent.

1.2.1. Les attentes de nature économique : des citoyens généralement moroses dans un climat d'incertitude

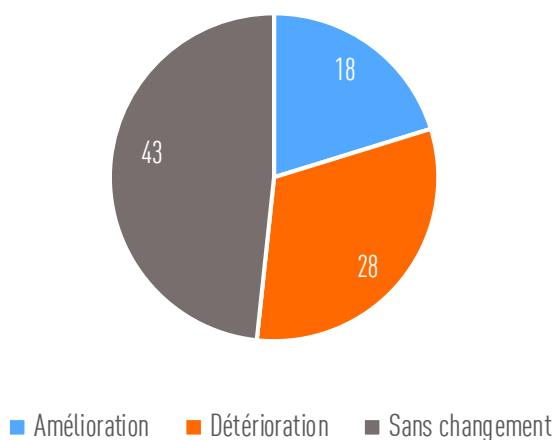
En ce qui concerne leurs **attentes** pour les douze prochains mois **quant à la situation économique de l'UE**, les citoyens européens se montraient **très partagés à l'automne de 2015** : 20% pensaient à une amélioration, 26% à une détérioration, 42% imaginant une situation sans changement (et 12% ne donnant pas de réponse)⁷.

Cela marquait **un recul de 4 points de l'optimisme** par rapport à la vague précédente — dont les résultats, à la suite d'évolutions en dents de scie, reflétaient une amélioration (modeste) depuis les creux les plus profonds de la crise.

L'année 2016 voyait se produire un glissement supplémentaire : 18% d'optimistes, contre 26% (et 43% de « sans changement ») au printemps ; **18% d'optimistes, contre 28%, et 43% de « sans changement » à l'automne.**

7. Intitulé de la question : « Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois ? Les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement en ce qui concerne : (...) la situation économique dans (notre pays) ? (...) la situation économique dans l'Union européenne ? »

GRAPHIQUE 5 ► Le futur de la situation économique de l'UE



Dans tous les États membres sauf trois (le Luxembourg, la Suède et le Royaume-Uni qui penchent vers le pessimisme), on observe que la réponse la plus choisie est celle d'une situation sans changement, ce qui témoigne de **l'incertitude** dans laquelle se trouvent beaucoup de citoyens.

On note ensuite que **le score de la réponse optimiste n'est supérieur à celui de la réponse pessimiste** que dans un pays sur trois environ; encore les écarts sont-ils souvent assez faibles (18 points en Bulgarie et 11 points en Irlande, mais seulement 8 points en Espagne, en Lituanie et à Malte, 7 points au Portugal, entre 5 et 2 points en Roumanie, en Slovaquie, en Italie, en Estonie et à Chypre).

Les écarts les plus grands **dans l'autre sens** — pessimistes nettement plus nombreux que les optimistes — sont ceux que l'on relève en Grèce (33 points), en Suède (33 points également), au Luxembourg (31 points), en Allemagne (29 points), en Belgique (26 points), au Royaume-Uni (23 points) et au Danemark (21 points).

La même question relative à leur pays à la fin de 2015⁸ donnait un résultat légèrement moins morose, 24% croyant à une situation meilleure contre 26% (et 44% n'imaginant pas de changement) ; là aussi **la remontée** lente irrégulière **observée depuis le fond de la crise jusqu'au printemps précédent paraissait avoir pris fin** (moins 2 points d'optimisme, plus 5 points de pessimisme).

Comme pour l'UE, **le printemps de 2016 était marqué par un affaïssissement supplémentaire : moins 3 points d'optimisme** à 21%, pessimisme stable à 26%, situation inchangée en hausse de 2 points à 46%. **À l'automne l'optimisme regagnait 1 point à 22%, le pessimisme restait au même niveau à 26%, la réponse « sans changement » gagnait 1 point à 47%** (les non-réponses diminuant de 2 points).

La même prudence dans les pronostics que pour la situation économique de l'UE apparaît dans le choix le plus fréquent de la réponse « sans changement » dans tous les pays sauf deux, en l'occurrence la Grèce (du fait d'un pessimisme très majoritaire) et le Royaume-Uni.

Se montrent **davantage (ou au moins autant) optimistes que pessimistes** les citoyens de près d'un pays sur deux : assez nettement les Maltais (de 29 points), les Irlandais (25 points), les Néerlandais (24 points), puis les Chypriotes (16 points), les Estoniens (15 points), les Finlandais (11 points), les Portugais (9 points) et les Litvaniens (8 points) ; enfin viennent (avec des écarts allant de 5 à 0 points) les Espagnols, les Slovaques, les Danois, les Luxembourgeois et les Slovènes.

Un pays se caractérise par **un score négatif** de très loin dominant, la Grèce (53 points d'écart) ; on peut en outre noter en particulier les écarts dans ce sens relevés en Belgique (14 points), en Suède (12 points), en Croatie (12 points), en Allemagne (9 points), au Royaume-Uni (8 points), en Bulgarie ou en Hongrie (7 points).

8. Intitulé de la question : « Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois ? Les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement en ce qui concerne : (...) la situation économique dans (notre pays) ? (...) la situation économique dans l'Union européenne ? »

Dans la majorité des États membres l'optimisme pour son pays est plus fréquent (ou le pessimisme moins fréquent) que pour l'UE. Font exception la Grèce, la Bulgarie, la Croatie, la Roumanie, et (de peu) l'Italie, la Hongrie, la Lettonie et l'Espagne.

1.2.2. Les perspectives pour l'emploi : espoirs et craintes globalement partagés, malgré une grande hétérogénéité au sein de l'UE

À l'automne de 2015, ceux qui pensaient que la situation de l'emploi allait continuer à se dégrader (46% des interviewés) étaient très légèrement plus nombreux que ceux qui tendaient à croire qu'on allait vers un mieux (44%) — les optimistes étant en recul de 4 points par rapport à la vague précédente (dont le score résultait d'une remontée irrégulière depuis le bas niveau record qui avait été atteint à l'automne de 2011 : 23% contre 68% de pessimistes alors)⁹.

En 2016, la mesure effectuée au printemps traduisait une baisse supplémentaire de 3 points de l'optimisme pour la situation de l'emploi (41% croyant à une amélioration, 47% pensant le contraire) ; elle était suivie à l'automne d'un très léger redressement (42% contre 45%).

Sur ce plan les plus confiants sont les Néerlandais (à 73% contre 23%), les Irlandais (69% contre 25%), les Portugais (63% contre 25%), les Danois (62% contre 30%), puis les Tchèques (57% contre 36%), les Espagnols (55% contre 40%), les Finlandais (55% contre 42%), les Croates (53% contre 44%), les Hongrois (51% contre 40%), les Slovaques (51% contre 41%) et les Maltais (49% contre 34%).

D'un autre côté, les visions les plus sombres émanent de la Grèce (27% d'optimistes contre 70%), de la Lettonie (32% contre 62%), de la France (32% contre 61%), du Royaume-Uni (30% contre 54%), puis de l'Estonie (33% contre 49%), de la Lituanie (39% contre 53%), du Luxembourg (39% contre 52%) et de la Belgique (44% contre 54%).

En résumé, sur ces trois questions on constate globalement une dégradation du moral des citoyens depuis le printemps de 2015 (avec une stabilisation dans la toute dernière vague d'enquête de la fin de 2016) : évolution dans l'ensemble en phase avec celle des indicateurs généraux d'opinion sur l'UE.

1.2.3. Les attitudes relatives à l'euro : un soutien consolidé, clairement majoritaire dans toute la zone euro

À l'automne de 2015, 56% des citoyens, contre 37%, se déclaraient en faveur d'une UEM avec une seule monnaie, l'euro : score d'un point inférieur à celui du printemps (qui était le produit d'une amélioration régulière depuis un creux à 51% au printemps de 2013)¹⁰.

Le soutien à l'euro perdait encore 1 point six mois plus tard (55% contre 38%), mais en regagnait 3 à l'automne de 2016, à 58% contre 36%.

Au sein de la zone euro, les attitudes favorables sont maintenant le fait de 70% des citoyens, en hausse de 2 points par rapport aux trois vagues d'enquête précédentes ; 25% s'y montrent opposés.

En bref, le soutien à l'euro se maintient et se consolide, en dépit des insatisfactions vis-à-vis de l'UE et des inquiétudes pour la situation économique et l'emploi.

Dans la zone euro, le soutien à la monnaie unique est le fait de plus des deux tiers des personnes interrogées dans tous les pays sauf trois (où il est cependant clairement majoritaire : l'Autriche à 62% contre 34%, l'Italie à 53% contre 37% et Chypre à 52% contre 43%) ; il dépasse 80% au Luxembourg, en Irlande, en Slovénie, en Estonie, en Allemagne et en Slovaquie.

Hors de la zone euro, il n'est majoritaire qu'en Roumanie (55% contre 35%), en Hongrie (52% contre 41%) et en Croatie (52% contre 43%) ; ailleurs les oppositions sont généralement très nettes (moins toutefois en Bulgarie).

9. Intitulé de la question : « Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ? »

10. Intitulé de la question : « Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre : (...) Une Union économique et monétaire avec une seule monnaie, l'euro »

1.3. Les opinions publiques vis-à-vis de l'UE: état des lieux

Les citoyens européens continuent majoritairement de juger positive l'appartenance de leur pays à l'UE, d'en reconnaître les bénéfices, et en outre de se dire optimistes pour son futur.

Le score moyen d'adhésion au bien-fondé de l'appartenance (53%) se maintient à l'automne de 2016 au niveau supérieur à 50% qu'il avait retrouvé en 2014 après un repli lié à la crise (malgré un léger affaissement par rapport à 2015), et seuls 16% la jugent comme une mauvaise chose. L'idée que leur pays en a bénéficié est partagée, comme un an plus tôt, par 60% contre 31% — niveau similaire à celui de l'avant-crise.

Cependant, si les optimistes déclarés pour l'avenir continuent d'être plus nombreux que les pessimistes, l'écart entre les uns et les autres, qui s'était réduit à la fin de 2015, a continué de s'amenuiser en 2016 : ils étaient respectivement 50% et 44% à l'automne comme au printemps.

L'image de l'UE, à la suite de la baisse déjà constatée à la fin de 2015, a subi elle aussi une érosion en 2016 (malgré un très léger regain d'1 point entre le printemps et l'automne). **Le score positif d'image, de 35% à la fin de 2016, est certes plus élevé que le score négatif de 25%** (38% disant par ailleurs avoir une image neutre) **mais il ne reflète pas pour autant une vision idyllique de l'Union.**

La confiance déclarée en l'UE a, elle, quelque peu progressé en 2016, mais en ne regagnant qu'une partie de la perte sensible subie à la fin de 2015 ; à 36% contre 54%, **elle reste très minoritaire.**

Quant aux opinions sur la direction actuelle des choses dans l'UE, la dégradation observée en 2015 s'est poursuivie en 2016, et elles sont sombres : à l'automne, 23% seulement estiment que cela va dans la bonne direction, contre 56% qui pensent le contraire (avec un pourcentage d'avis mitigés — direction ni bonne ni mauvaise — en baisse à 23%).

Cela va de pair avec un effritement du moral des citoyens sur le plan économique observé à l'automne de 2015 puis au printemps de 2016 — les indicateurs examinés à cet égard restant ensuite globalement stables (alors que le soutien à l'euro, après un léger et bref affaissement, se trouve quant à lui consolidé à la fin de cette période).

Globalement on peut résumer ainsi ces constats : dans leur majorité, les citoyens ne rompent pas avec le projet européen, mais au terme de l'année 2016, ils expriment de manière croissante insatisfactions et inquiétudes.

L'examen des données relatives à chaque État membre amène à identifier des pays dans lesquels les attitudes vont toutes dans le même sens — toutes plus positives ou toutes moins positives que la moyenne, mais ce n'est pas toujours le cas : dans d'autres pays l'opinion peut s'avérer plus favorable sur certains points et moins sur d'autres.

Pour obtenir **une compréhension affinée des attitudes des citoyens des différents pays** à l'égard de l'UE, on a procédé à un traitement multivarié des données, en l'espèce une **analyse factorielle des correspondances.**

ENCADRÉ 1 ► L'impact du Brexit ?

Le résultat du référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE a-t-il joué un rôle dans l'érosion constatée des attitudes à son égard ?

Les enquêtes récentes des institutions communautaires n'ont pas abordé ce sujet.

Mais on dispose d'une mesure effectuée pour la Bertelsmann Stiftung en août 2016, reprenant une question déjà posée en mars: les citoyens interrogés étaient invités à dire comment ils voteraient si un référendum était organisé leur permettant de se prononcer sur le maintien de leur pays dans l'Union.

Il apparaît qu'entre l'avant et l'après référendum britannique, le oui au maintien dans l'UE avait gagné 5 points (de 57% à 62%) au niveau européen d'ensemble.

Le gain était de 9 points en Pologne (à 77%), de 8 points en Allemagne (à 69%), de 3 points en France (à 53%), et de 2 points en Italie (à 51%) - un fléchissement de 2 points étant observé en Espagne où le score pro-UE restait toutefois élevé (69%).

Cela suggère clairement que le Brexit n'a pas eu pour effet de diminuer le soutien global à l'UE — au contraire même selon la Bertelsmann Stiftung.

Au Royaume-Uni même, 56% disaient en août qu'ils voteraient pour rester dans l'Union dans l'hypothèse d'un tel (nouveau) référendum, contre 49% en mars.

Et la comparaison des réponses des Britanniques à différentes questions de l'Eurobaromètre entre le printemps et

l'automne de 2016 ne montre pas non plus d'accroissement manifeste de l'eurodéfiance chez eux :

- Les avis sur la direction prise actuellement dans l'UE se sont radicalisés : plus 7 points (à 21%) pour l'idée d'une bonne direction, plus 10 points (à 56%) pour celle d'une mauvaise direction au détriment de la réponse intermédiaire ni bonne ni mauvaise.
- L'optimisme pour son futur s'est affaibli de 4 points (à 40%), le pessimisme en gagnant 5 (à 51%).
- Mais les jugements positifs sur l'image de l'UE se sont améliorés de 3 points (à 34%), les jugements négatifs diminuant de 4 points (à 32%).
- Et la confiance en l'UE a gagné 1 point (à 31%), les réponses inverses en perdant 3 (à 56%).

ENCADRÉ 2 ► L'analyse factorielle des correspondances

L'AFC est une méthode d'analyse de résultats d'enquête dont on dispose sous la forme de tableaux croisés (avec, en l'occurrence, en lignes, les différentes réponses à l'ensemble des questions qui sont prises en compte et, en colonnes, les pays par lesquels on les croise), qui met en évidence les phénomènes intervenant dans les liaisons entre les données de ces lignes et de ces colonnes. Les modalités des lignes et des colonnes ont été décrites par leurs coordonnées sur des axes dits de correspondances dans un espace mathématique à n dimensions qui est ainsi constitué : un axe 1, qui contribue le plus à les expliquer, un axe 2 ensuite, un axe 3, ... un axe n .

Dans la pratique la prise en considération des deux ou des trois premiers axes suffit le plus souvent à expliquer la plus grande partie de ces relations : dans le cas qui nous occupe, les deux premiers qui en expliquent 76%, et qui forment un plan sur lequel on peut visualiser la position de chaque variable par rapport aux axes.

Les variables utilisées pour former cette structuration de l'espace sont dites variables actives. On peut ensuite projeter sur le(s) plan(s) obtenu(s) d'autres variables, dites passives, dont on peut comparer la position à celles des premières. Si deux variables se projettent en deux points proches, il y a entre elles une forte corrélation (au moins sur le plan formé par ces deux axes ; on peut ensuite chercher à identifier en quoi elles diffèrent éventuellement en considérant un troisième axe, etc.) ; si elles sont au contraire diamétralement opposées sur le plan elles sont inversement corrélées.

En outre, plus une variable projetée se situe loin du centre dans la direction (positive ou négative) d'un axe, plus elle est corrélée à (ce sens de) cet axe — ce qui permet de donner une interprétation des axes au vu des variables qui en sont proches ; le programme fournit d'ailleurs la mesure de la contribution de chaque variable à l'axe considéré.

NB : positif et négatif n'ont ici aucune connotation de valeur ; il ne s'agit que de la convention mathématique usuelle qui place un sens positif vers la droite ou le haut d'un axe, et un sens négatif vers la gauche ou vers le bas.

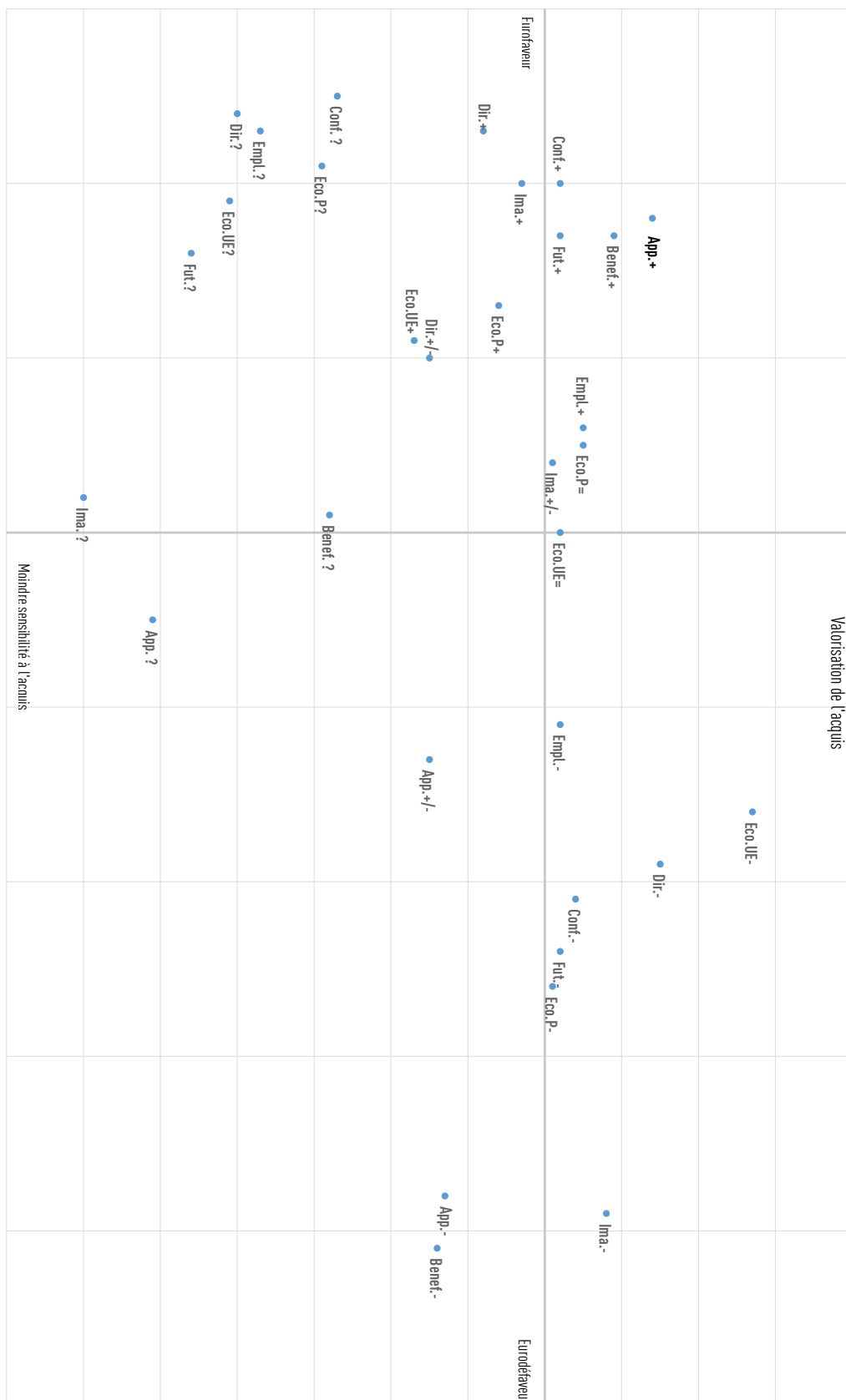
L'analyse factorielle réalisée (voir graphique 6A page suivante) a pris comme variables actives les six indicateurs généraux d'opinion à l'égard de l'UE dans chaque pays : sentiments sur l'appartenance à l'UE, évaluation du bénéfice pour le pays, image de l'UE, confiance en elle, jugements sur la direction actuelle qu'y prennent les choses, optimisme ou pessimisme pour son futur. Les variables passives projetées sont les opinions sur les perspectives économiques à douze mois pour l'UE, les perspectives économiques pour le pays, l'optimisme ou le pessimisme pour la situation de l'emploi.

La signification de l'axe 1 (horizontal) — qui contribue à lui seul à rendre compte de 57% des relations entre les variables — se dégage aisément. Sur toutes les questions prises comme variables actives, les opinions favorables à l'UE se projettent dans la partie gauche du plan, les opinions défavorables dans la partie droite : en résumé donc, **euromeur** et inversement **euromeur**. Confiance en l'UE et optimisme pour son avenir, et leurs inverses, s'opposent en particulier nettement le long de cet axe, image positive et négative de l'UE également ; cette opposition se constate aussi pour les variables passives des perspectives économiques pour le pays et (moins nettement) de l'emploi.

Celle de l'axe 2 (vertical) — qui contribue pour 19% — est moins immédiate. Y apparaissent notamment corrélés (indépendamment de la corrélation qu'ils ont aussi avec le premier axe) les jugements sur le bien-fondé de l'appartenance à l'UE et (moins fortement) sur le bénéfice qu'en a retiré son pays, dont les réponses favorables se projettent dans la partie supérieure (gauche) du plan, et les réponses opposées (ainsi que la réponse neutre pour l'appartenance) dans sa partie inférieure (droite). On constate de manière générale que les réponses mitigées aux questions qui en donnaient la possibilité ainsi que les non-réponses se situent dans la zone basse (et principalement gauche) du plan.

On peut interpréter cet axe 2 comme opposant, vers le haut, des individus particulièrement attachés aux acquis de l'Union européenne et, vers le bas, des individus plus incertains ou plus indifférents : **valorisation de l'acquis**, et inversement **moindre sensibilité à l'acquis** (moindre, plutôt qu'absence de sensibilité — ce sont en effet les positions relatives des différentes variables qui se trouvent reflétées sur le graphe ; le point d'intersection des deux axes correspond à la moyenne européenne).

GRAPHIQUE 6 A ► Opinions publiques générales¹¹



11. Voir signification des libellés page 32.

On peut observer aussi que les opinions défavorables sur la direction actuellement prise dans l'Union se trouvent projetées dans la partie supérieure (droite) du graphe, les opinions favorables ou mitigées se trouvant dans la partie inférieure (gauche) ; et les avis respectivement sombres et souriants sur les perspectives économiques de l'UE (variable passive) se projettent de manière similaire : **la valorisation de l'acquis peut être assortie d'inquiétudes sur son orientation.**

On voit là que **les variables constituées par les différents indicateurs d'opinion vis-à-vis de l'UE ne sont que partiellement corrélées entre elles ; elles le sont globalement selon le premier axe, mais beaucoup moins selon le deuxième** : ainsi, les jugements sur l'appartenance et le bénéfice pour le pays vont largement de pair, mais pas avec les opinions sur la direction actuelle de l'Union ; et l'axe 2 ne différencie pas les opinions respectivement positives et négatives relatives à la confiance en l'UE et à son avenir ; sur ce sujet c'est la non-prise de position qui fait contraste avec l'expression d'opinions.

L'examen des points de projection des différents États membres (voir graphique 6B page 15) **sur le plan met en évidence les éléments suivants :**

- On y distingue bien, liée au sens négatif (vers la gauche) de l'axe 1, **la particulière eurofaveur générale d'une part des Irlandais** (quelque peu au-dessus de l'axe) **et d'autre part des Maltais et des Litvaniens, puis des Polonais, des Estoniens et des Roumains** (situés plus ou moins nettement dans la partie basse du plan, indiquant une moindre sensibilité à l'acquis). Les citoyens de ces pays sont **plus eurofavorables que la moyenne sur l'ensemble des indicateurs généraux d'opinion** (les Roumains plus modérément sur l'appartenance à l'UE et ses bénéfices, mais l'on sait par des investigations qualitatives antérieures qu'ils en imputent la responsabilité en partie à eux-mêmes, pour ne pas s'être mis en mesure de saisir toutes les opportunités qu'elle offre). En Irlande et à Malte les indicateurs d'optimisme économique sont tous au-dessus de la moyenne ; en Pologne ils en sont proches alors qu'en Lituanie l'optimisme pour la situation de l'emploi est un peu moindre et en Estonie nettement moindre.
- Se situent également dans la partie inférieure gauche du plan, mais **nettement moins corrélés au sens eurofavorable de l'axe 1, les Portugais, les Bulgares et les Lettons; modérément positifs vis-à-vis de l'UE en général et mitigés quant à son orientation actuelle** (cf. leur proximité avec la réponse à la question intermédiaire sur la direction qu'y prennent les choses, et en outre avec la zone du graphe où se concentrent les non-réponses), ils sont **plus optimistes que la moyenne en ce qui concerne les perspectives économiques de l'UE, mais divers dans leurs appréciations pour leur propre pays** (Portugais plus optimistes sur ce plan ainsi que pour l'emploi ; Bulgares proches de la moyenne ; Lettons aussi pour la situation économique mais plus sombres pour ce qui est de l'emploi).
- Très corrélés au sens positif de cet axe, on trouve dans la partie supérieure gauche du graphe **les Luxembourgeois, globalement très positifs** comme les pays du premier groupe, **mais aussi critiques de la direction actuelle de l'Union** et estimant peu riantes ses perspectives économiques (celles du pays étant jugées meilleures). Dans le sens positif de l'axe 2 également et légèrement vers la gauche de celui-ci, **les Néerlandais, les Danois et les Finlandais** expriment par là **un sentiment général plutôt plus eurofavorable que la moyenne, avec une valorisation de leur appartenance à l'UE et du bénéfice qu'en a retiré leur pays, mais avec des réserves et des inquiétudes** : image guère meilleure que la moyenne, vives critiques chez les deux premiers de la direction prise et pessimisme économique pour l'UE (au contraire de perspectives favorables pour l'économie du pays et l'emploi). En outre on trouve **les Belges qui se projettent pratiquement sur l'axe 2** près des Néerlandais (ils valorisent clairement l'appartenance à l'UE et le bénéfice pour leur pays, mais ils ne dépassent pas la moyenne pour l'image qu'ils en ont, et ils sont plus pessimistes pour les perspectives économiques, notamment celles de l'UE), **les Allemands** (avec la même valorisation de l'acquis et une image meilleure, mais une position moyenne sur les autres indicateurs généraux d'opinion, et des indicateurs économiques plus bas) **et les Slovaques** (modérément favorables dans le même quart de plan dans une position proche du centre — avec chez eux des appréciations un légèrement plus positives que la moyenne sur la plupart des indicateurs). Corrélés aussi au sens positif de l'axe 2, un peu sur la droite de celui-ci, **les Suédois**, qui reconnaissent pleinement le bien-fondé de leur appartenance à l'UE, ne se situent qu'en position moyenne sur d'autres indicateurs d'eurofaveur, et se montrent particulièrement critiques de la direction actuelle prise dans l'UE (ils sont très proches du point de projection de cette variable) ; ils sont enclins à la morosité économique à l'instar des Belges.

- Proches du centre des axes, **en position légèrement plus euroréticente que la moyenne, on trouve les Slovènes, les Hongrois et les Croates, ainsi que les Espagnols.** Les scores des réponses concernant l'appartenance à l'UE et le bénéfice induit sont moyens ou médiocres (inférieurs à la moyenne, proches de celle-ci ou de peu supérieurs), ceux des autres indicateurs d'opinion dans l'ensemble plus élevés. Un optimisme plutôt plus grand qu'en moyenne s'y fait jour en ce qui concerne les perspectives économiques et l'emploi (sauf chez les Hongrois et les Croates pour l'économie de leur pays).
- Enfin, se situant très clairement dans la partie droite du plan, **les Grecs, les Français, les Autrichiens et les Tchèques montrent en cela une grande désaffection à l'égard de l'UE, comme les Chypriotes, les Italiens et les Britanniques.** Les points de projection des premiers, le long de l'axe 1, sont particulièrement proches de ceux où se situent la faible confiance en l'UE, le pessimisme pour son futur, et aussi son image négative — ainsi que les variables passives des perspectives économiques négatives pour le pays et pour l'emploi. Les seconds, dans le quart inférieur droit, tout aussi euromoroses, sembleraient en même temps moins enclins à valoriser l'acquis européen. Les scores des Grecs sont les plus bas de tous les pays sur tous les indicateurs généraux (sauf un où ils sont au deuxième rang de la morosité) — et ils sont les plus sombres aussi sur le plan économique. Derrière eux, les Italiens, les Chypriotes et les Autrichiens sont particulièrement peu nombreux à reconnaître le bien-fondé et le bénéfice induit de l'appartenance de leur pays à l'UE, et les Tchèques aussi pour le premier point — alors que les Français et les Britanniques, aux attitudes certes moins favorables que la moyenne, sont plus modérés dans leurs réserves ; et c'est aussi à Chypre et en Autriche que l'image de l'UE est la plus négative.

Pour ce qui est de la confiance en l'UE, ces six pays sont à des niveaux voisins, quelque peu en-dessous de la moyenne (quasi-égale à celle-ci toutefois chez les Autrichiens).

Sur la direction actuellement suivie dans l'UE les Français se montrent, après les Grecs, les plus négatifs (les citoyens des autres pays n'étant pas très éloignés d'une moyenne il est vrai très basse).

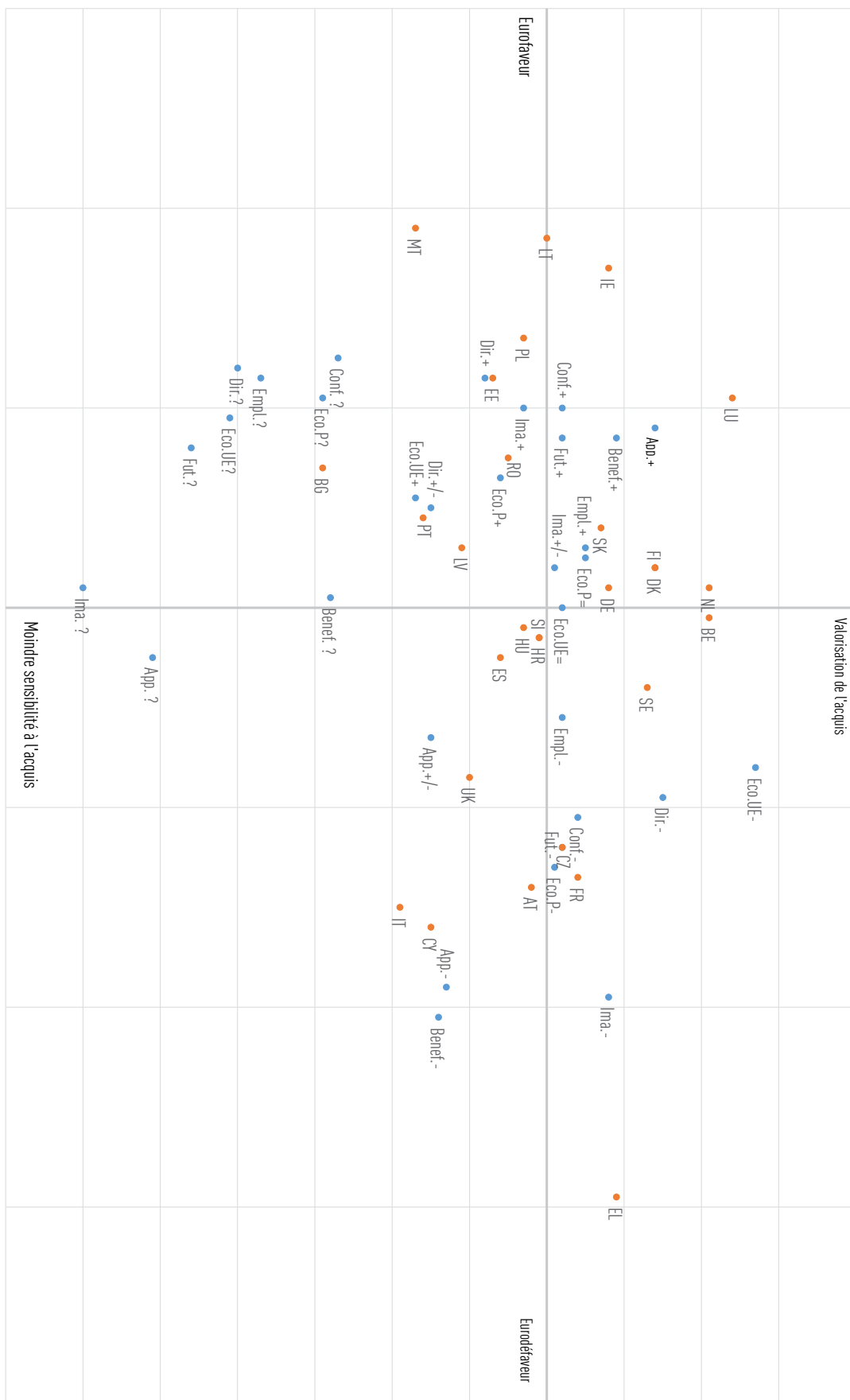
L'optimisme économique pour l'UE est (toujours après les Grecs) le plus faible chez les Britanniques, suivis des Tchèques et des Autrichiens ; l'optimisme économique pour leur pays est, lui, inférieur à la moyenne au Royaume-Uni, mais supérieur à Chypre, et proche de celle-ci ailleurs. Quant aux prévisions pour la situation de l'emploi, les Britanniques se révèlent là aussi particulièrement sombres avec les Français, au contraire des Tchèques plus optimistes (les citoyens des autres pays étant en position moyenne).

Cette analyse amène donc à distinguer cinq groupes de pays, qu'on pourrait qualifier respectivement ainsi :

- **Satisfaits de l'UE :** à l'exception de l'Irlande, ce sont de nouveaux États membres, dont certains avaient déjà antérieurement un penchant favorable (Malte, Roumanie, Lituanie) mais dont d'autres étaient entrés dans l'Union avec des interrogations (Estonie) voire de grandes appréhensions (Pologne).
- **Timidement eurofavorables :** Lettons et Bulgares traditionnellement réservés, et Portugais dont la grande europhilie de naguère a pâti des effets de la crise économique.
- **Europhiles soucieux :** en dehors des Slovaques (peu différents quant à eux de l'attitude européenne moyenne) ce sont d'anciens États membres du Nord-Ouest de l'Europe, Benelux, Allemagne, pays nordiques.
- **Eurocirconspects,** aux attitudes mitigées (mais en rien extrêmes) : Slovènes revenus partiellement de leur grande euroconfiance de l'époque de l'adhésion, Hongrois dont les attitudes ont fluctué depuis cette époque, Croates à la position logiquement prudente eu égard à la brièveté de leur expérience communautaire, et Espagnols revenus (comme leurs voisins portugais) d'attitudes antérieurement beaucoup plus favorables.
- **Euromoroses :** on y trouve des États membres depuis toujours critiques (le Royaume-Uni et la République tchèque), un autre aux attitudes changeantes au fil des ans (l'Autriche) et des pays du Sud de l'Europe naguère très favorables mais qui ont sombré dans l'euroessimisme (la Grèce, Chypre, l'Italie, la France).

On retrouve ici le constat, déjà apparent dans les résultats de 2015, d'une grande disparité au sein de l'Union européenne, et de différenciations entre États membres qui ne se font pas sur un seul critère simple : peuvent se révéler en effet proches les uns des autres des États membres divers de par leur situation géographique, leur niveau de développement économique ou leur ancienneté d'adhésion.

GRAPHIQUE 6 B ► Opinions publiques générales¹²



12. Voir signification des libellés page 32.

2. Les citoyens face à l'immigration

2.1. Les attitudes à l'égard de l'immigration et des immigrés

2.1.1. L'immigration, toujours principale préoccupation des citoyens pour l'UE, dans des États membres diversement exposés au problème

À l'automne de 2015, à la suite de l'afflux de migrants aux portes de l'UE, l'immigration était devenue de loin le premier sujet de préoccupation cité dans les réponses à une question de l'Eurobaromètre portant sur les principaux problèmes pour l'Union européenne¹³ : 58% la mentionnaient parmi les deux problèmes les plus importants auxquels l'UE doit faire face.

Étaient cités ensuite le terrorisme (25%), puis la situation économique (21%), le chômage (17%) et l'état des finances publiques des États membres (17%).

Les autres problèmes proposés dans la liste des réponses possibles étaient mentionnés chacun par moins de 10% des interviewés.

Cette situation résultait d'une montée spectaculaire des préoccupations relatives à l'immigration : les scores de réponses à la même question, qui se situaient entre 8% et 10% du printemps de 2012 à celui de 2013, étaient passés à 16% à l'automne de 2013, à 21% au printemps de 2014, à 24% à l'automne, et à 38% au printemps de 2015, avant d'atteindre les 58% précités à l'automne.

En 2016, l'immigration restait très nettement la première cause de préoccupation malgré un score en repli (48% au printemps, 45% à l'automne), alors que montait au contraire fortement l'inquiétude relative au terrorisme, alimentée par une série d'attentats dans plusieurs pays européens depuis la vague d'enquête précédente : 39% au printemps, avant un certain fléchissement à 32% six mois plus tard.

Les autres sujets d'inquiétude restaient dans l'ensemble stables. À la fin de 2016, les scores de réponses étaient de 20% pour la situation économique, de 16% pour le chômage, de 17% pour l'état des finances publiques des États membres.

Ensuite venaient l'influence de l'UE dans le monde — seul sujet pour lequel on enregistrerait une variation de plus de 1 point (hausse en un an de 6% à 10%) avec le changement climatique (hausse de 2 points à 8%) — puis la hausse des prix/l'inflation/le coût de la vie (8%), l'insécurité (8%), l'environnement (6%), les impôts (4%), les retraites/les pensions (4%), l'approvisionnement en énergie (3%).

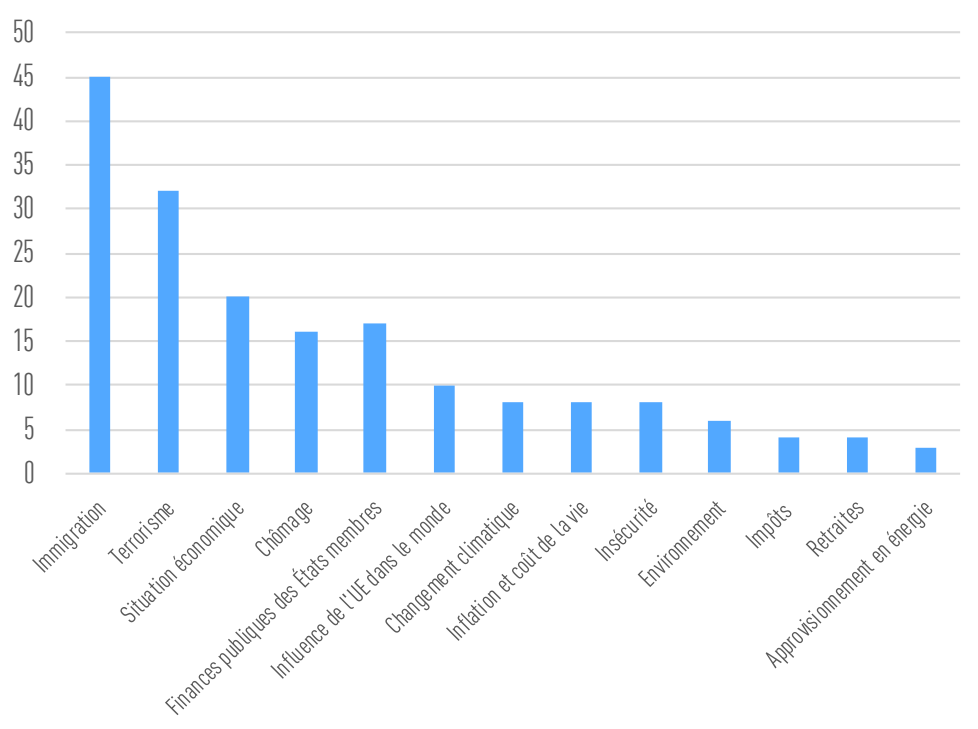
Principal changement, en résumé : la montée du score du terrorisme en 2016 s'est faite pour l'essentiel en prenant sur celui de l'immigration — ce qui ne veut pas nécessairement dire que les inquiétudes concernant celle-ci aient diminué dans les mêmes proportions : eu égard à la limitation du nombre de réponses à deux, quand des préoccupations nouvelles apparaissent ou croissent, les scores des autres sont voués à diminuer mécaniquement d'autant.

On sait d'ailleurs qu'une partie des Européens fait un lien entre ces deux problèmes ; et on peut constater de fait un assez grand parallélisme entre la montée des préoccupations relatives au premier et au second si l'on considère les dernières années: pour ce qui est du terrorisme, elles se situaient à 4% dans les deux vagues d'enquête de 2012, entre 6% et 7% dans les trois vagues suivantes, à 11% à la fin de 2014, à 17% au début de 2015 avant de dépasser 30% en 2016.

On peut enfin noter le fléchissement de quelques points de ces deux sources d'inquiétude entre le printemps et l'automne de 2016, alors qu'étaient moins présents dans l'actualité à la fois le pic de flux migratoire de l'année précédente et des attentats ayant frappé certains États membres (tout nouvel événement de même nature étant toutefois susceptible de faire remonter brusquement ces scores).

13. Intitulé de la question : « À votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'Union européenne aujourd'hui ? »

GRAPHIQUE 7 ► « À votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'Union européenne aujourd'hui ? »



L'examen des données relatives à chaque pays met en évidence **la priorité attribuée à la question de l'immigration** notamment en Estonie (70% de citations), à Malte (65%), en Hongrie (65%), en République tchèque (63%), en Bulgarie (62%), au Danemark (59%), en Slovénie (58%), en Suède (57%), en Lettonie (57%), aux Pays-Bas (56%), en Lituanie (53%), en Slovaquie (51%), en Pologne (50%), en Allemagne (50%), etc. — **cela incluant des États membres qui y sont eux-mêmes très inégalement exposés.**

Les scores les moins élevés sont ceux des Portugais (23%), des Espagnols (32%), des Français (36%), des Roumains (36%), des Finlandais (38%) et des Autrichiens (39%).

Des scores élevés de préoccupation relative à l'immigration sont accompagnés de scores particulièrement élevés aussi en ce qui concerne le terrorisme dans beaucoup de ces pays — la Suède et le Danemark faisant notablement exception.

2.1.2. L'immigration, préoccupation majeure pour son pays avec des inquiétudes économiques et sociales, mais à des degrés très variables

Les réponses (prises dans une liste légèrement différente) à la même question concernant **le pays** des interviewés¹⁴ avaient placé, **à l'automne de 2015, l'immigration en première position à égalité avec le chômage** (avec un score de 36%). Suivaient la situation économique (19%), le système de santé et de sécurité sociale (14%), la hausse des prix/l'inflation/le coût de la vie (14%), le terrorisme (11%), les retraites/les pensions (10%), la dette publique (10%), l'insécurité (10%), puis le logement, les impôts et le système éducatif (tous trois à 8%), et les questions d'environnement, de climat et d'énergie (6%).

On avait noté que la moindre fréquence des réponses concernant l'immigration (et le terrorisme) reflétait le sentiment plus ou moins fort, selon le pays dont on est citoyen, d'être directement touché par ces problèmes, alors qu'on sait qu'ils affectent (davantage) (d'autres États membres de) l'UE.

14. Intitulé de la question : « À votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (notre pays) aujourd'hui ? »

La **progression** des réponses sur l'immigration était cependant de même nature que celle qu'on observait à propos de l'UE : partant de 8% au printemps et à l'automne de 2012, elles passaient successivement à 10%, 12%, 15%, 18%, 23%, puis 36%.

En 2016, ce score a fléchi tout en restant élevé : 28% au printemps, et 26% à l'automne.

Le terrorisme dont les citations avaient elles aussi monté à 11% (à partir d'un faible 2% au début de la période) a vu quant à lui son score continuer à croître au printemps de 2016 (16%) pour s'affaïsser très légèrement à l'automne (14%).

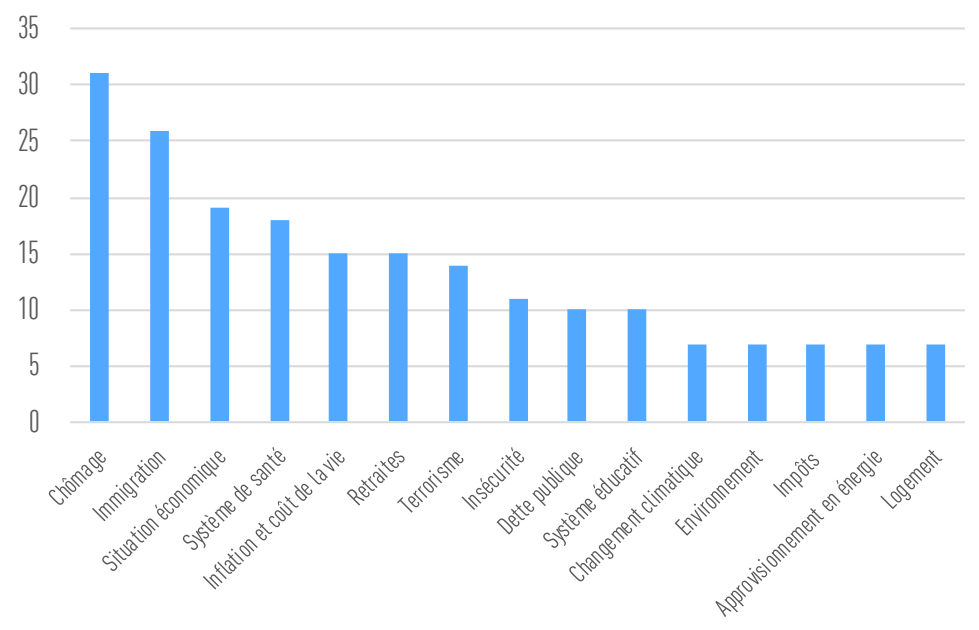
Le chômage a retrouvé sa place première de préoccupation malgré là aussi une légère baisse (l'amenant à 31% à l'automne). Suivent la situation économique (stable à 19%) et, en légère hausse, diverses préoccupations ayant un impact plus direct sur la vie quotidienne : le système de santé et de sécurité sociale (18%, en hausse de 4 points en un an), les retraites/les pensions (15%, en hausse de 5 points), la hausse des prix /l'inflation /le coût de la vie (15%, plus 1 point par rapport à l'automne de 2015), et le système éducatif (10%, plus 2 points), ainsi que l'insécurité (11%, plus 1 point). La dette publique est citée par 10% (sans changement), les impôts et le logement par 7% (moins 1 point dans les deux cas), les questions d'environnement, de climat et d'énergie par 7% aussi (plus 1 point).

Selon les États membres, **les préoccupations relatives à l'immigration concernant son propre pays varient dans de larges proportions. Les plus soucieux** apparaissent être les Maltais (46% de citations), les Allemands (45%), les Italiens (42%), les Danois (41%), puis les Autrichiens (36%), les Suédois (35%), les Néerlandais (34%), les Hongrois (30%), etc. — **pays pour la plupart effectivement confrontés au problème d'une manière ou d'une autre** (on peut noter que le score des Grecs n'est pas parmi les plus élevés — vraisemblablement parce qu'ils sont accaparés en toute priorité par leurs très grandes difficultés d'ordre économique qui « écrasent » les scores des autres items).

Dans certains États membres, l'immigration est particulièrement **peu citée** comme source de préoccupation dominante pour le pays (à moins de 10% au Portugal, en Roumanie, en Croatie, à Chypre, en Espagne, en Lettonie).

Pour ce qui est du **terrorisme, les plus sensibles** y sont les Français (31% de citations), les Allemands (28%) et les Belges (23%) — puis les Néerlandais (18%), les Britanniques (15%) et les Danois (13%).

GRAPHIQUE 8 ▶ « À votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (notre pays) aujourd'hui ? »



2.1.3. Des sentiments sur l'immigration qui restent largement négatifs à l'exception de quelques pays

L'Eurobaromètre comporte, depuis l'irruption de la crise migratoire, une question dans laquelle on demande aux interviewés quel sentiment leur inspirent différents sujets, dont celui de l'immigration (13)¹⁵.

À l'automne de 2015, l'immigration (de personnes venant d'en dehors de l'UE) évoquait quelque chose de positif pour 34% (dont 6% très positif et 28% plutôt positif) contre 59% de négatif (dont 24% très et 35% plutôt négatif), 7% ne se prononçant pas.

Au cours de l'année 2016 le sentiment très majoritairement négatif des citoyens européens s'est légèrement infléchi : pratiquement inchangé au printemps (34% positif, 58% négatif) il s'est un peu radouci à l'automne : **positif pour 37%** (dont 7% très positif) contre 56% (dont 20% très négatif).

On relève trois pays dans lesquels s'exprime une majorité absolue de **sentiments positifs** concernant l'immigration : la Suède (à 64% contre 34%), l'Irlande (à 57% contre 38%) et l'Espagne (à 52% contre 36%) ; dans trois autres on trouve des majorités relatives dans ce sens : le Royaume-Uni (à 49% contre 43%), le Luxembourg (à 49% contre 46%) et le Portugal (à 48% contre 44%) ; et le pourcentage de sentiments positifs atteint ou dépasse aussi 40% aux Pays-Bas (44% contre 53%), en Croatie (41% contre 53%) et en Allemagne (40% contre 53%).

Des **oppositions** très fortes se font jour en revanche notamment en Lettonie (sentiments positifs à 14%, négatifs à 83%), en République tchèque (14%, 82%), en Estonie (14%, 81%), en Hongrie (15%, 81%), en Slovaquie (17%, 79%), en Bulgarie (15%, 77%), à Chypre (22%, 75%), à Malte (23%, 69%), en Italie (24%, 69%), en Lituanie (26%, 71%), et en Grèce (27%, 70%).

2.1.4. La contribution perçue des immigrants au pays où ils s'installent jugée négativement, quoique moins défavorablement et de manière très inégale d'un État membre à l'autre

La question posée dans l'Eurobaromètre à ce sujet fait partie d'une série de questions dans laquelle on demande aux interviewés de dire leur accord ou leur désaccord avec diverses propositions.

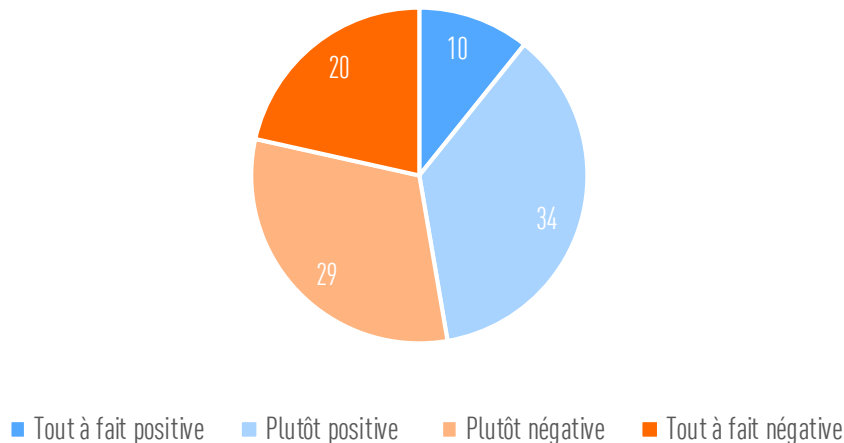
À la fin de 2015 41% estimaient que les immigrants contribuaient beaucoup à leur pays (dont 10% se disaient totalement d'accord et 31% moins fortement), **contre 50%** d'opinions inverses (dont 22% de total désaccord et 28% qui penchaient moins nettement dans ce sens) — les non-réponses étant de 9%¹⁶.

2016 a vu d'abord les attitudes à cet égard se crispier légèrement davantage (au printemps, 40% d'avis favorables contre 52%) **avant qu'un mouvement inverse ne s'amorce : à l'automne, 44% reconnaissent un apport positif des immigrants** (dont toujours 10% tout à fait, et 34% plutôt), **49% étant d'avis contraire** (dont 20% pas du tout et 29% plutôt pas d'accord).

15. Intitulé de la question : « Veuillez me dire dans quelle mesure chacune des propositions suivantes vous évoque un sentiment positif ou négatif : (...) L'immigration de personnes venant de pays en dehors de l'UE »

16. Intitulé de la question : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ? : (...) Les immigrants apportent beaucoup à (notre pays). »

GRAPHIQUE 9 ▶ « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ? : (...) Les immigrants apportent beaucoup à (notre pays). »



Sur ce sujet **les différences entre États membres sont également grandes**. La contribution des immigrants est jugée **positive** à de très larges majorités en Suède (81% contre 17%), au Luxembourg (77% contre 18%), en Irlande (77% contre 19%), au Royaume-Uni (71% contre 22%) au Portugal (69% contre 27%) et en Espagne (61% contre 33%) ; cette opinion est également (absolument ou relativement) majoritaire en Finlande, au Danemark, en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas.

L'opinion inverse prévaut dans les autres pays, et avec une netteté toute particulière en Lettonie (contribution reconnue positive par 6%, contre 90%), en République tchèque (12% contre 86%), en Bulgarie (11% contre 84%), en Estonie (11% contre 81%), en Slovaquie (13% contre 82%), en Hongrie (14% contre 81%), en Croatie (20% contre 77%), en Lituanie (21% contre 74%), en Grèce (26% contre 72%), à Chypre (28% contre 67%), en Italie (28% contre 65%), en Slovénie (29% contre 68%) ou en Pologne (31% contre 60%). Notons toutefois que ces réponses peuvent refléter ou bien une opposition à l'immigration en général ou bien, dans des pays où il n'y a pas ou pratiquement pas d'immigrés, la difficulté qu'il y a à juger de leur apport.

On peut rapprocher ces réponses de celles qui avaient été données à une question posée aux interviewés de **l'enquête du Parlement européen** à l'automne de 2015, **sur le besoin de migrants légaux pour travailler dans certains emplois** dans leur pays : au plus haut de l'afflux de migrants vers l'UE, 51% des citoyens étaient d'accord avec l'idée d'un besoin de main d'œuvre immigrée, contre 42%¹⁷.

2.1.5. L'aide aux réfugiés : une obligation qui reste largement reconnue en 2016 malgré une vive opposition dans certains pays

Dans l'Eurobaromètre de l'automne de 2015, 65% des personnes interrogées se disaient d'accord avec l'idée que leur pays devrait venir en aide aux réfugiés (dont 22% totalement d'accord et 43% moins fortement), **contre 28%** (dont 12% totalement opposés et 16% plus modérément) — les non-réponses étant de 7%¹⁸.

Ces opinions sont restées **stables en 2016** : après un léger repli au printemps (63% contre 30%), les attitudes favorables sont à **l'automne** quasi-identiques à ce qu'elles étaient un an plus tôt : 66% (dont 21% tout à fait et 45% plutôt d'accord), **contre 28%** (dont 11% pas du tout et 17% plutôt pas d'accord), avec 6% de non-réponses.

Ceux qui se montrent le plus **en accord** avec l'idée d'un devoir d'aide aux réfugiés sont les Suédois (à 90% contre 9%), les Allemands et les Néerlandais (à 87% contre 10%), les Espagnols (à 84% contre 9%), les Luxembourgeois (à 84% contre 11%), les Danois (à 84% contre 14%), les Irlandais (à 81% contre 14%), les Maltais (à 79% contre

17. Intitulé de la question : « Dans le contexte des flux migratoires en provenance de pays en dehors de l'UE, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ? : (...) (Notre pays) a besoin de migrants légaux pour travailler dans certains secteurs de l'économie. »

18. Intitulé de la question : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ? : (...) (Notre pays) devrait aider les réfugiés. »

16%), les Britanniques (aussi à 79% contre 16%), les Portugais (à 74% contre 21%), les Chypriotes (à 71% contre 24%) et les Finlandais (à 70% contre 26%).

Très **opposés** y sont en revanche les Bulgares (18% favorables contre 73%), les Tchèques (23% contre 72%), les Hongrois (26% contre 67%) et les Slovaques (31% contre 61%) ; les opposants sont plus nombreux que les adeptes également en Lettonie, en Roumanie et en Italie — les Estoniens étant partagés pratiquement à égalité entre les deux positions.

2.2. La politique européenne de l'immigration : une idée largement plébiscitée par les citoyens

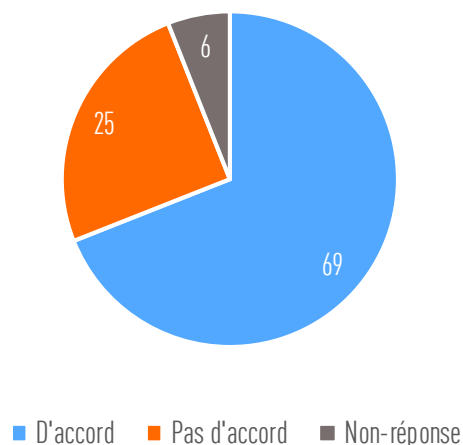
2.2.1. Le principe d'une politique européenne commune : un accord très majoritaire, avec des exceptions notamment au centre et à l'Est de l'Europe

Parmi différentes propositions soumises aux interviewés dans l'Eurobaromètre, l'une porte sur ce sujet¹⁹.

À l'automne de 2015, plus des deux tiers des citoyens européens déclaraient être en accord avec l'idée d'une politique européenne commune en matière de migration (68%) contre moins d'un quart (24%) — les non-réponses s'élevant à 8%.

Là aussi, **l'état des lieux un an plus tard est inchangé : 69% d'accords contre 25% de désaccords**, et 6% de non prises de position (la vague intermédiaire du printemps de 2016 ayant donné des résultats très légèrement moins positifs, avec 67% contre 26%).

GRAPHIQUE 10 ▶ « Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire pour (...) chaque proposition si vous êtes pour ou si vous êtes contre : (...) Une politique européenne commune en matière de migration. »



Les pourcentages **d'accord** sont **les plus élevés** au Luxembourg (85% contre 11%), en Allemagne (85% contre 12%), aux Pays-Bas (83% contre 15%), en Espagne (82% contre 14%), en Grèce (77% contre 22%), en Irlande (76% contre 17%), en Suède (76% contre 21%) et au Portugal (74% contre 17%).

On relève **à l'inverse** un État membre dans lequel l'opposition à une politique commune est majoritaire, la République tchèque (41% favorables, 55% défavorables), et un autre où les réponses favorables et défavorables sont en nombre égal (à 45%), l'Estonie. Et, tout en étant assez nettes, les majorités sont moins fortes qu'ailleurs notamment en Hongrie (54% contre 41%), en Slovaquie (54% contre 39%), en Autriche (55% contre 43%), en Lettonie (55% contre 36%), en Pologne (56% contre 35%) et au Royaume-Uni (56% contre 32%).

¹⁹. Intitulé de la question : « Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire pour (...) chaque proposition si vous êtes pour ou si vous êtes contre : (...) Une politique européenne commune en matière de migration. »

Notons qu'une question du **Parlemètre** à l'automne 2015 donnait des pourcentages de réponses du même ordre à une question sur **le mode de décision souhaitable en matière de migration**²⁰ : 66% s'y déclaraient en faveur de davantage de décisions au niveau européen, contre 23% qui souhaitaient en voir moins (avec 5% de réponses spontanées pour un maintien sans changement, et 6% de non-réponses).

Une autre question donnait 79% des personnes interrogées se disant favorables à l'instauration d'une même procédure de migration légale au plan européen, contre 15% (et 6% de non-réponses)²¹.

Enfin, dans cette même enquête, 66% des interviewés disaient être en faveur de « simplifier la procédure de migration légale » car elle « permettrait de lutter plus efficacement contre les migrations clandestines » — contre 23 % (et 11% de non-réponses)²².

2.2.2. L'UE reconnue comme un niveau de décisions pertinent pour lutter contre l'immigration illégale

Question posée dans l'Eurobaromètre²³, elle donne lieu à des réactions relativement tièdes.

À l'automne de 2015, 32% disaient souhaiter des décisions plutôt au niveau de l'UE contre 21% plutôt au niveau national, alors que 36% en appelaient (spontanément) **aux deux à la fois**, 7% estimant qu'il n'y avait pas besoin de mesures supplémentaires et 4% ne répondant pas.

Sur ce sujet, **les opinions ont ensuite sensiblement évolué.**

Au printemps de 2016, le nombre de partisans de décisions purement européennes baissait de 5 points (27%) mais il remontait de 12 points six mois plus tard pour atteindre 39%.

En même temps le nombre de ceux qui inclinent à des décisions purement nationales augmentait un peu : de 21% à la fin de 2015 à 22% au printemps de 2016, et **24% à l'automne.**

À la fin de 2016, c'est le nombre de ceux qui en appellent à des **décisions européennes et nationales à la fois** qui se trouvait **fortement réduit** ; de 36% à l'automne de 2015, et même 40% six mois plus tard, à 23% (10% estimant par ailleurs qu'il n'est pas besoin d'actions supplémentaires et 4% ne répondant pas).

À l'examen des données des différents pays on peut d'abord signaler une proportion nettement plus grande que la moyenne d'avis qu'il n'est pas besoin de mesures supplémentaires en Suède (27%) et en France (18%).

En deuxième lieu on observe **une propension particulière à opter pour une action à l'échelle européenne** aux Pays-Bas (70%), au Luxembourg (60%), au Danemark (57%), en Finlande (52%), à Malte (51%), en Lettonie (51%), en Espagne (50%), en Suède (49%), en France (49%), en Lituanie (49%), en Grèce (46%) ou au Portugal (45%) — cette propension étant au contraire très faible au Royaume-Uni (16%).

Les **partisans d'une action à la seule échelle nationale** sont les plus nombreux en Roumanie (41%), en Slovaquie (40%), en République tchèque (39%), en Autriche (37%), à Chypre (36%), en Croatie (34%), en Irlande (34%), en Hongrie (31%) et en Italie (31%).

Ceux **d'une action conjointe européenne et nationale** se rencontrent notamment en Allemagne (41%), au Royaume-Uni (39%), en Estonie (38%), en Bulgarie (37%) et en Belgique (34%).

20. Intitulé de la question : « En ce qui concerne la question des migrations, dites-moi si vous pensez que plus ou moins de prises de décision devraient avoir lieu au niveau européen ? »

21. Intitulé de la question : « Dans le contexte des flux migratoires en provenance de pays en dehors de l'UE, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ? (...) La procédure de migration légale devrait être la même dans tous les États membres de l'UE. »

22. Intitulé de la question : « Dans le contexte des flux migratoires en provenance de pays en dehors de l'UE, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ? (...) Simplifier la procédure de migration légale permettrait de lutter efficacement contre les migrations clandestines. »

23. Intitulé de la question : « À votre avis, des mesures supplémentaires devraient-elles être prises pour combattre l'immigration irrégulière de personnes venant de pays en dehors de l'UE ? Oui, de préférence au niveau de l'UE ; oui, de préférence au niveau national ; oui, aux deux niveaux (UE et nationale - réponse spontanée) ; non, il n'est pas nécessaire de prendre des mesures supplémentaires. »

2.2.3. Une politique concertée de l'immigration avec les pays d'origine : toujours reconnue comme importante, en parallèle d'une action commune contre le terrorisme

L'enquête **Parlemètre** comporte en 2016 une question dans laquelle on soumet aux interviewés six domaines possibles de politiques européennes soutenues par le Parlement, en leur demandant de désigner celle de ces politiques qui devrait être prioritaire selon eux (puis d'autres ensuite, jusqu'à quatre politiques). Parmi les domaines concernés figure une politique concertée avec les pays d'origine en matière d'immigration (22)²⁴. Les pourcentages de réponse en eux-mêmes doivent être considérés avec prudence — car ils dépendent des autres domaines présentés aux interviewés (on peut en outre penser que la proposition de « politique concertée » avec les pays d'origine n'est sans doute pas limpide pour tous les interviewés). On peut noter que la politique concernée arrive en troisième position — loin derrière la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, derrière la lutte contre le terrorisme, mais devant la politique de sécurité et de défense, la protection renforcée du consommateur et de la santé publique, et la coordination des politiques économiques, budgétaires et fiscales.

On peut faire état aussi de **l'évolution des réponses entre la fin de 2015 et celle de 2016 : en l'occurrence une baisse de 5 points**, de 38% à 33% (**a progressé de 8 points, en revanche, la lutte contre le terrorisme**, les réponses relatives aux autres domaines variant peu).

Notons que **les scores les plus élevés** de choix d'une telle politique en tant que domaine prioritaire sont ceux qu'on enregistre en Autriche (49%), à Malte (48%), en Allemagne (46%), aux Pays-Bas (44%), en Estonie (44%), en Hongrie (43%), en Bulgarie (42%), en Italie (42%) et en République tchèque (41%) — à l'inverse de **scores particulièrement faibles** au Portugal (12%), en Croatie (16%), en Roumanie (17%), au Luxembourg (18%), en Espagne (20%) ou en Slovénie (21%).

2.2.4. Une meilleure répartition des demandeurs d'asile entre les États membres majoritairement approuvé, malgré des réticences et des contestations des modalités en Europe centrale et orientale

Les données à ce sujet proviennent de questions de **l'enquête Parlemètre de l'automne de 2015** (qui n'ont pas été posées à nouveau en 2016)²⁵.

L'idée que le nombre de demandeurs d'asile devrait être mieux réparti entre les États membres était l'objet d'une très forte approbation : 78% contre 16% (et 6% de non-réponses).

Cette approbation était **le plus unanime** (90% ou plus) parmi les Allemands, les Suédois, les Maltais, les Néerlandais, les Grecs et les Belges ; suivaient les Chypriotes, les Luxembourgeois, les Espagnols, les Italiens, les Danois, les Autrichiens, etc.

Mais faisaient notablement **exception** à ce large consensus les Slovaques (31% contre 60%) et les Tchèques (33% contre 61%) ; et les majorités favorables les moins fortes étaient par ailleurs toutes enregistrées dans les autres États membres d'Europe centrale et orientale (à l'exception de la Croatie).

À ceux qui exprimaient leur approbation de la précédente proposition on demandait ensuite dans quelle mesure ils étaient d'accord avec l'idée **d'une répartition « décidée au niveau de l'UE sur base de quotas contraignants »**²⁶.

75% manifestaient leur accord : et dans des proportions allant de plus de 90% à 80% les Chypriotes, les Allemands, les Croates, les Maltais, les Grecs, les Autrichiens, les Suédois, les Néerlandais et les Slovènes — pour l'essentiel, des citoyens d'États membres directement confrontés au problème.

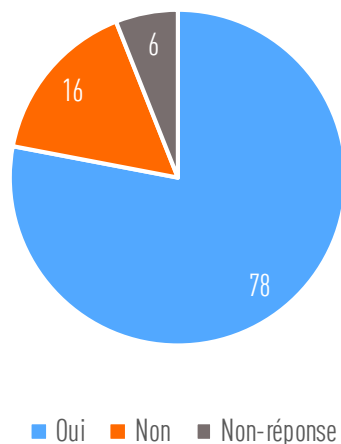
Les moins en faveur d'une telle mesure étaient à l'inverse les Roumains (score d'accord minoritaire) puis les Slovaques et les Tchèques, suivis des Estoniens, des Français, des Lituaniens, des Lettons et des Britanniques.

24. Intitulé de la question : « Le Parlement européen défend le développement de certaines politiques au niveau de l'UE. Parmi les politiques suivantes, quelle est celle qui, selon vous, devrait être prioritaire ? En premier ? Et ensuite ? » (Maximum 4 réponses) : (...) Une politique concertée de l'immigration avec les pays d'origine. »

25. Intitulé de la question : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ? (...) Le nombre de demandeurs d'asile devrait être mieux réparti entre tous les États membres de l'UE. »

26. Intitulé de la question : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ? (...) La répartition des demandeurs d'asile devrait être décidée au niveau de l'UE sur base de quotas contraignants. »

GRAPHIQUE 11 ▶ « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ? (...) Le nombre de demandeurs d'asile devrait être mieux réparti entre tous les États membres de l'UE. »



2.2.5. Le soutien financier de l'UE aux États membres les plus directement exposés aux flux migratoires large validé, malgré des réticences notables.

Dans la même enquête de 2015 du Parlement 62% considéraient comme **une bonne chose la décision de l'UE d'accorder un soutien prioritaire aux États membres les plus exposés** aux flux migratoires — contre 15% une mauvaise chose et 20% une chose ni bonne ni mauvaise (3% ne répondant pas)²⁷.

Les plus favorables à cette proposition étaient (à 80% ou plus) les Suédois, les Néerlandais et les Danois, suivis (scores allant de 75% à 70%) des Chypriotes, des Grecs, des Irlandais, des Finlandais, des Allemands, des Luxembourgeois, des Maltais et des Espagnols.

Les moins en faveur de cette décision se trouvaient en Slovaquie et en République tchèque, mais aussi en Italie (degrés d'accord inférieurs à 50%), ces pays étant suivis de la Pologne, du Portugal, de la Lettonie, de la France, de la Lituanie (scores de 50% à 55%), etc.

2.3. Les attitudes à l'égard de l'immigration : état des lieux

Malgré un certain repli en 2016, l'immigration reste la première cause de préoccupation pour l'UE (citée à 45% comme l'un des deux principaux parmi une liste de problèmes auxquels elle doit faire face), **avant le terrorisme** (mentionné par 32%) et loin devant diverses préoccupations d'ordre économique notamment. **Elle est aussi considérée par les citoyens comme un problème important pour leur propre pays, mais à un moindre degré** (citée à 26%) au milieu d'autres préoccupations — chômage, terrorisme, situation économique du pays, soucis de nature économique et sociale touchant la vie quotidienne, etc. ; selon le pays dont on est citoyen, on peut penser être plus ou moins fortement concerné par ce problème tout en sachant qu'il affecte (davantage) (d'autres États membres de) l'UE.

De fait, **si les États membres où elle est le plus mentionnée comme problème majeur pour le pays y sont dans l'ensemble effectivement parmi les plus exposés, ce n'est pas nécessairement le cas pour les citations en tant que problème important pour l'UE.**

L'immigration (de personnes venant d'en dehors de l'UE) **inspire des sentiments davantage négatifs que positifs** (37% contre 56%). **L'apport des immigrés au pays où ils s'installent est jugé négativement mais moins défavorablement** : 44% positivement, contre 49%. **Et l'aide aux réfugiés est en revanche une obligation largement reconnue**, à 66% contre 28%.

27. Intitulé de la question : « L'UE a récemment décidé d'accorder un soutien financier prioritaire aux États membres les plus confrontés aux flux migratoires actuels sur leurs côtes et à leurs frontières. Pensez-vous que c'est : une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise ? »

Sur ces sujets (malgré quelques différences de l'un à l'autre) **les attitudes les plus ouvertes** (ou les moins réticentes) émanent globalement de pays du Nord-Ouest de l'Europe et de la péninsule ibérique (auxquels on peut ajouter les îles méditerranéennes pour l'aide aux réfugiés.) **Les moins ouverts** sont à l'inverse (en moyenne, sur ces trois questions) les citoyens des États membres d'Europe centrale (sauf la Pologne plus modérée) et de la Bulgarie, des pays baltes, mais aussi (moins vivement) de citoyens de plusieurs pays méditerranéens : les Italiens, les Grecs et les Chypriotes (sauf pour l'aide aux réfugiés).

Le principe d'une politique européenne commune en matière de migration rencontre un assentiment très large (à 69% contre 25%). Les États membres **les plus favorables** sont principalement de ceux qui se montrent le plus ouverts à l'immigration de manière générale, mais aussi la Grèce. Au contraire, **oppositions ou réticences nombreuses** se font jour notamment dans les nouveaux États membres d'Europe centrale, dans deux États baltes (Estonie et Lettonie), ainsi que dans deux anciens États membres traditionnellement réservés (Autriche et Royaume-Uni).

En ce qui concerne **le mode de décision préférable pour lutter contre l'immigration illégale**, il suscite **des opinions diverses mais qui reconnaissent une place à l'UE pour la plupart** : 39% souhaitent que les décisions soient prises au niveau de l'Union, 24% au seul niveau national, 23% aux deux conjointement (10% estimant qu'il n'est pas besoin de mesures supplémentaires). On peut noter ici que **les partisans d'une action au plan européen** se trouvent à la fois dans des pays ouverts à l'immigration et dans d'autres qui ne le sont pas, ou moins. Les adeptes de mesures purement nationales sont les plus nombreux dans certains États membres particulièrement réticents mais aussi dans des quelques pays (relativement) mieux disposés.

L'idée d'une meilleure répartition des demandeurs d'asile entre les différents États membres (mesurée en 2015) **était approuvée très majoritairement** (à 78% contre 16%). Cette **approbation** apparaissait **le plus unanime** dans d'anciens États membres du Nord de l'Europe occidentale mais aussi dans des États membres, anciens ou nouveaux, de la Méditerranée — pays dans la plupart desquels on pense sans doute, ou on craint, d'avoir à supporter une lourde part du fardeau. Inversement, **les scores d'accord les moins élevés** provenaient tous des nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale (à l'exception relative de la Croatie) — avec même un rejet majoritaire dans deux d'entre eux (République tchèque et Slovaquie).

Quant à **la décision de l'UE d'accorder un soutien financier aux États membres les plus exposés** (mesurée en 2015), elle était considérée comme **une bonne chose** par 62%, contre 16% (et 20% une chose ni bonne ni mauvaise). **Les plus favorables** à cette décision étaient à la fois les citoyens de pays voyant d'un bon œil l'immigration de manière générale et ceux de pays déjà ou potentiellement particulièrement concernés par l'afflux de migrants, au Nord-Ouest de l'Europe et dans des pays méditerranéens. Les citoyens d'États membres divers figuraient parmi **les moins favorables** (Tchèques, Slovaques et Italiens (à moins de 50%), suivis des Polonais, des Lettons et des Lituaniens à l'Est de l'UE et des Français et des Portugais à l'Ouest).

Les attitudes à l'égard de l'immigration, et d'une action européenne commune en la matière, ne sont pas univoques. Au-delà d'attitudes de principe ouvertes ou réticentes, et à côté d'États membres dont les citoyens se montrent plus favorables que la moyenne aux propositions testées sur tous les plans ou presque, ou au contraire moins favorables, il en est où les positions sont plus variables selon les sujets.

On peut relever les réticences particulièrement fortes qui s'expriment dans la plupart des nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale et l'ouverture généralement plus grande en Europe occidentale; il convient toutefois d'affiner la description du paysage européen face à ce problème.

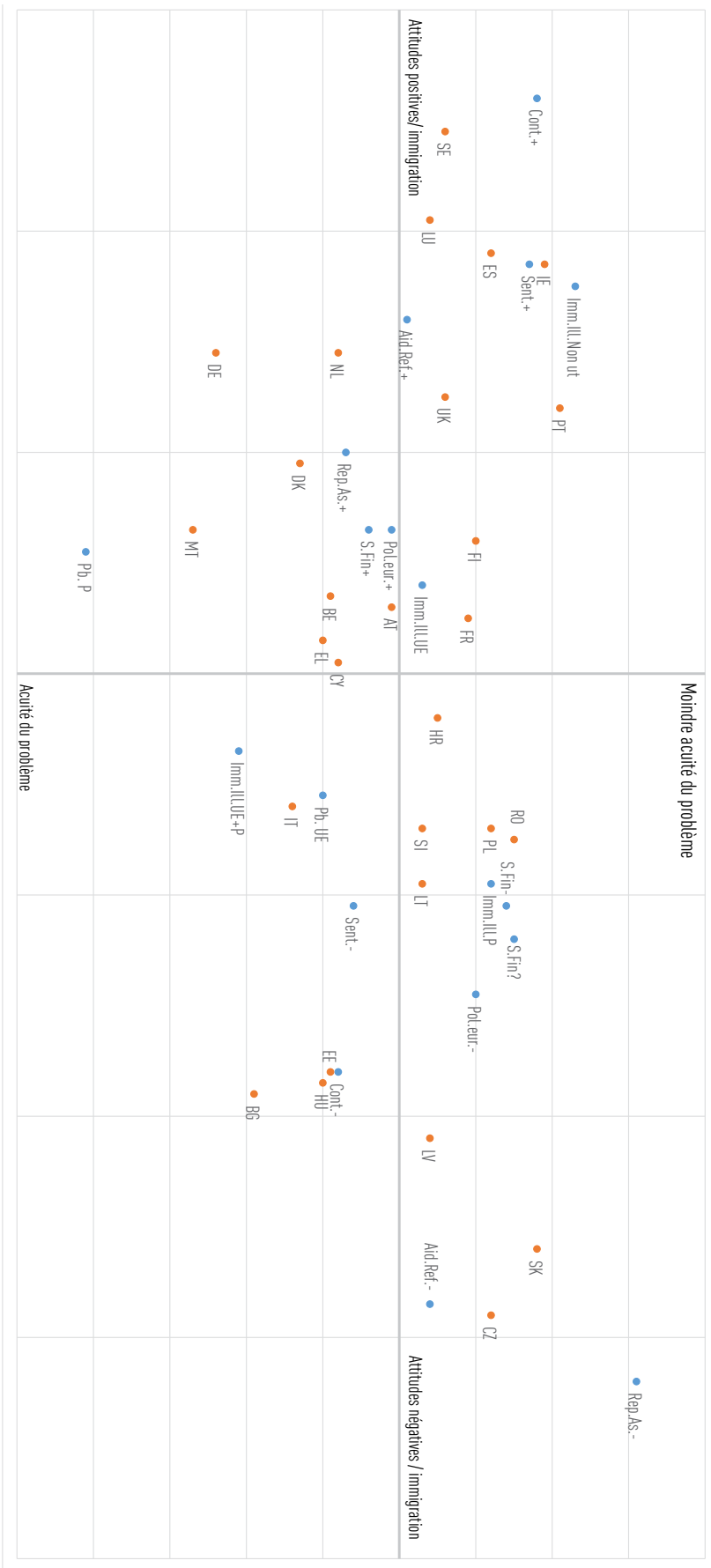
Comme pour les indicateurs d'opinion à l'égard de l'UE, **on a effectué une analyse factorielle des correspondances en prenant comme variables actives les principales questions relatives à l'immigration dans les enquêtes considérées** : le fait de considérer l'immigration comme un problème pour l'UE d'une part et pour son propre pays d'autre part, les sentiments positifs ou négatifs qu'elle inspire, les jugements sur l'apport des immigrés au pays où ils s'installent, les attitudes concernant l'aide aux réfugiés, le soutien ou non à une politique commune en matière de migration, et à des mesures européennes ou nationales contre l'immigration illégale, l'approbation ou non du principe d'une meilleure répartition des demandeurs d'asile entre les États membres, et l'accord ou non avec l'octroi d'un soutien financier aux pays les plus exposés (pour éviter de surcharger le graphe, seules les réponses exprimées ont été sélectionnées comme variables actives, l'ajout des non-réponses n'apportant pas d'éléments substantiels d'explicitation).

GRAPHIQUE 12 A ▶ Les attitudes face à l'immigration²⁸



28. Voir signification des libellés page 32.

GRAPHIQUE 12 B ▶ Les attitudes face à l'immigration²⁹



29. Voir signification des libellés page 32.

Le graphe obtenu (voir graphique 12A page 26) s'organise en **un axe 1** (horizontal), **qui oppose clairement les attitudes positives à l'égard de l'immigration** (du côté gauche) **et les attitudes négatives** (du côté droit) — les variables les plus corrélées à cet axe provenant des questions sur l'apport des immigrés à leur pays d'accueil et sur l'obligation d'apporter une aide aux réfugiés — **et un axe 2 très déterminé par le fait de considérer ou non l'immigration comme un problème important** pour son pays (et aussi pour l'UE en général). Ces deux axes contribuent pour 74% (62% et 12% respectivement) à expliquer les interrelations entre les variables.

Les positions des citoyens des différents États membres telles qu'elles se projettent sur le graphe se caractérisent comme suit :

- **Ceux où on incline le plus à considérer avec faveur, ou au moins avec compréhension, l'immigration ou les immigrés** (dans la partie gauche du plan) **sont presque tous d'anciens États membres de l'Ouest de l'Europe** (à l'exception de Malte, projetée dans cette zone, et de Chypre, qui se trouve pratiquement sur l'axe 2 avec la Grèce) : au premier chef la Suède, l'Irlande, l'Espagne, le Luxembourg, puis l'Allemagne et les Pays-Bas. **Ceux qui sont les plus réticents sont presque tous** (sauf l'Italie) **de nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale**, les plus déterminés dans leur opposition étant les Tchèques et les Slovaques, suivis des Bulgares, des Lettons, des Hongrois et des Estoniens.
- **Parmi les premiers, on peut distinguer**, dans le quart inférieur gauche du graphe, **beaucoup des États membres dont les citoyens ressentent le plus directement l'acuité du problème pour leur propre pays**, au premier rang desquels **Malte et l'Allemagne, suivies du Danemark et des Pays-Bas** (tous pays où on considère aussi particulièrement que c'est un problème aussi pour l'UE) **et de l'Autriche** (moins sensible à l'importance du problème pour l'UE en général) ; **la Belgique** se situe aussi dans cette zone, en position plus moyenne sur ces deux critères. Les citoyens des quatre premiers pays se montrent nettement plus ouverts que la moyenne sur tous les sujets ou presque liés à l'immigration comme aux actions communes au plan européen, les Belges étant à cet égard proches de la moyenne ; les Autrichiens (qui se projettent pratiquement sur l'axe 1) sont moyennement ouverts aux immigrés mais plus réticents que la moyenne au principe d'une politique européenne commune et plus partisans de mesures purement nationales contre l'immigration illégale (mais plus en faveur de la proposition d'une meilleure répartition des demandeurs d'asile). **Dans cette région du plan se projettent notamment les réponses favorables à plusieurs des questions relatives à des actions européennes** : principe d'une politique européenne commune (très corrélé à l'axe 1), mesures visant à une meilleure répartition des demandeurs d'asile entre les États membres, et octroi d'un soutien financier aux États membres les plus exposés aux flux migratoires. Également situés dans la partie gauche du graphe, peu au-dessus de l'axe 1, **les Suédois** présentent des similitudes avec les précédents, en se montrant eux aussi sensibles à l'importance du problème (pour l'UE comme pour leur pays), en ayant des attitudes positives à l'égard des immigrés (plus que dans tout autre pays comme l'illustre leur position en pointe sur l'axe 1) et en se montrant ouverts à une politique et à des actions européennes communes.
- Relativement proches de ce groupe sur le graphe, très près du sens négatif de l'axe 2, **les Grecs et les Chypriotes** citent moins l'immigration comme un problème majeur pour leur pays (ils sont relativement proches de la moyenne en ce qui concerne l'UE) — mais on a noté précédemment (au moins pour les premiers) que les scores concernés sur ces questions étaient sans doute « écrasés » un peu artificiellement par les préoccupations économiques dominantes. Très négatifs dans leurs sentiments sur l'immigration et leurs jugements sur la contribution des immigrés, ils souscrivent cependant plus que la moyenne à l'idée de devoir d'aide aux réfugiés. Ils sont plutôt plus favorables à une politique européenne commune en matière de migration (tout en privilégiant davantage des actions nationales contre l'immigration illégale), et parmi les plus favorables aux propositions concernant la répartition des demandeurs d'asile et le soutien financier aux États membres les plus exposés. **Les Italiens**, qui se projettent dans la partie inférieure droite du plan, mais non loin des citoyens de ces deux pays, partagent avec eux une évaluation moyenne de l'importance du problème pour l'UE (leur évaluation de l'impact sur leur pays est aussi proche de la moyenne), des sentiments plus négatifs et une vision plus défavorable de l'apport des immigrés par rapport à la moyenne ; ils en diffèrent en étant particulièrement peu (minoritairement) disposés à considérer qu'il faut venir en aide aux réfugiés. Ils souscrivent comme l'Européen moyen au principe d'une politique commune en matière de migration (bien qu'ils en appellent un peu plus à une action nationale et un peu

moins à une action de l'UE pour lutter contre l'immigration illégale) ; et ils sont comme les Grecs et les Chypriotes très demandeurs d'une meilleure répartition des demandeurs d'asile entre les États membres (quoique moins enclins à accorder un soutien financier aux pays les plus exposés). **Pour résumer, ayant une vision nettement plus défavorable de l'immigration que les citoyens des pays précédents, ils semblent particulièrement en attente de mesures européennes concrètes pour contribuer à résoudre les problèmes qu'elle leur pose.**

- Dans le quart supérieur gauche du graphe se situent des États membres où on s'exprime de manière générale au sujet de l'immigration en des termes plus (ou au moins autant) favorables que la moyenne** (s'y projettent les sentiments positifs sur l'immigration, la reconnaissance d'un apport positif des immigrés...) **sans se sentir concerné au même degré concernés par le problème : en Irlande, en Espagne et au Portugal l'immigration est beaucoup moins citée parmi les sources de préoccupation majeures pour le pays (et aussi pour l'UE) ; elle l'est moins aussi au Luxembourg, en Finlande et en France, et pas plus citée au Royaume-Uni** (ce qui peut surprendre dans ces deux derniers pays au vu de la place qu'y a tenu cette question dans le débat politique récent). Qu'il s'agisse du sentiment qu'inspire l'immigration, de la contribution perçue des immigrés au pays où ils vivent ou de l'aide aux réfugiés, les attitudes sont plus favorables que dans la moyenne européenne — sauf en France pour les deux derniers points. **Ces États membres diffèrent toutefois partiellement dans leurs opinions concernant l'action européenne commune, à laquelle les plus favorables sont les Espagnols, les Luxembourgeois, les Irlandais et les Portugais.** Toujours par rapport à la moyenne communautaire, les deux premiers se montrent plus favorables aux quatre propositions testées, les Irlandais à trois d'entre elles au moins (leur score de préférence d'une action purement nationale pour lutter contre l'immigration illégale est plus élevé qu'ailleurs), les Portugais au principe d'une politique commune de l'immigration et à des actions visant l'immigration illégale mais pas à l'idée d'une répartition des demandeurs d'asile entre les États membres ni à celle d'un soutien financier aux pays les plus exposés. Les Finlandais sont dans l'ensemble réservés mais appuient l'idée d'une aide financière aux États membres les plus affectés ; quant aux Britanniques, ils sont moins favorables aux deux premières propositions et moyennement favorables aux deux dernières ; et les Français ont des scores voisins de la moyenne sauf pour la mesure de soutien financier à laquelle ils sont moins favorables.
- Vers la droite du plan, et notamment dans sa partie supérieure, se projettent des pays réticents voire hostiles à l'immigration bien qu'ils la ressentent assez peu comme un problème qui les touche directement** (cette zone est opposée sur le graphe à l'acuité perçue du problème pour son propre pays), **et largement défavorables à des actions communes** (zone où se projettent par ailleurs les oppositions à une politique européenne de l'immigration, à l'idée de répartition des demandeurs d'asile entre les États membres, à celle d'un soutien financier aux pays exposés, et les préférences pour des mesures purement nationales contre l'immigration illégale...). **Y figurent la plupart des nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale : de la manière la plus nette, la République tchèque, la Slovaquie et la Lettonie, et aussi, de manière moins exacerbée, la Pologne, la Roumanie, la Lituanie, la Slovénie et** (en position assez moyenne près de l'origine des axes) **la Croatie. L'immigration est effectivement beaucoup moins perçue que la moyenne comme un problème pour le pays dans ces États membres** (sauf en République tchèque, où la fréquence de citation en est voisine) — **bien qu'elle soit davantage ou également considérée comme telle pour l'UE dans la plupart d'entre eux** (sauf en Roumanie où elle l'est moins, et en Croatie où on est proche de l'opinion moyenne). **Les attitudes relatives à l'immigration sont plus défavorables** — qu'il s'agisse du sentiment qu'elle inspire, de l'apport perçu des immigrés ou de l'aide aux réfugiés — **dans tous ces pays sauf un où les choses sont plus nuancées** (la Croatie plus ouverte sur le premier point, moins sur le second, également sur le troisième) ; sur ces plans les résistances les plus vives viennent des Tchèques, des Slovaques, des Lettons puis des Lituaniens. **Pour ce qui est d'actions en commun au sein de l'UE, l'acceptation de l'idée de répartition des demandeurs d'asile entre tous les États membres est très inférieure à la moyenne dans six de ces pays** (moins nettement inférieure en Slovénie, à l'égal de la moyenne en Croatie) — et il y a même rejet très majoritaire en République tchèque et en Slovaquie. Il en va de même pour les mesures de soutien financier à ceux qui sont le plus touchés (moindre acceptation dans six pays, et particulièrement de la part des Tchèques et des Slovaques ; égal degré d'acceptation en Roumanie et en Croatie). **Le principe d'une politique européenne commune est également moins approuvé qu'en moyenne dans cinq pays ; il l'est à l'égal de celle-ci dans les trois autres, la Lituanie, la Slovénie et la Croatie. Et, pour lutter contre l'immigration**

illégal, les Tchèques, les Slovaques, les Roumains, les Croates et les Litvaniens optent plus qu'en moyenne pour **des mesures purement nationales**, les citoyens des trois autres pays autant.

- **Le quart inférieur droit du plan** est marqué par des **attitudes également défavorables concernant l'immigration**, qui est considérée nettement plus qu'en moyenne **comme un problème important pour l'UE dans les trois pays qui y figurent, l'Estonie, la Hongrie et la Bulgarie**, et plus qu'en moyenne pour le pays aussi dans les deux derniers de ces États membres. **Les sentiments** suscités par l'immigration sont **très négatifs, comme les jugements sur l'apport des immigrés** à leur pays d'installation (à l'égal des plus défavorables des pays précédents). **Les avis sur les actions européennes ne sont pas particulièrement favorables, mais pas systématiquement opposés**. Les Estoniens et les Hongrois se montrent nettement moins que la moyenne **en faveur d'une politique européenne** en matière de migrations (les Bulgares comme la moyenne) ; dans les trois pays on se montre beaucoup moins enclin à la proposition d'une **répartition des demandeurs d'asile** entre les États membres ; toutefois, l'acceptation **d'un soutien financier** aux pays particulièrement exposés diffère peu de la moyenne communautaire (les Estoniens étant un peu moins favorables).

En bref, on distingue :

- **Des pays particulièrement exposés au problème** (ou qui se considèrent comme tels), **mais aux attitudes dans l'ensemble ouvertes, et favorables dans l'ensemble à une action européenne commune**. À l'exception de Malte, ce sont **d'anciens États membres de la partie Nord-Ouest de l'Europe** — Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Danemark, Suède, et à un moindre degré Autriche — que l'analyse précédente sur les attitudes générales à l'égard de l'UE classait (sauf pour le dernier, plus en retrait aussi sur le développement d'une politique européenne commune) comme europhiles soucieux.
- **Trois pays méditerranéens exposés eux aussi et crispés dans leurs attitudes assez négatives concernant l'immigration**, qui se montrent **tièdement en faveur d'actions communes** (malgré leurs opinions générales négatives sur l'UE) **mais surtout, semble-t-il, en attente de mesures concrètes** qui contribuent à résoudre les problèmes auxquels ils ont à faire face : Grèce, Chypre et Italie.
- **Des pays** dont les citoyens se sentent **peu affectés par le problème, et qui tendent à considérer l'immigration avec une certaine aménité**. Les Irlandais, les Espagnols et les Portugais se souviennent sans doute d'avoir été eux-mêmes pays d'émigration, les premiers cités avec les Luxembourgeois savent aussi ce qu'ils doivent aux étrangers qui sont venus travailler dans leur pays. En ce qui concerne les Français et les Britanniques, on relève leur présence dans cette catégorie modérée d'États membres malgré la place occupée par la dénonciation de l'immigration dans le débat politique récent. Ce sont **des pays ouest-européens** — qui sont divers dans leurs degrés d'eurofaveur ou d'eurocritique.
- **Des pays réticents ou même clairement hostiles à l'immigration et aux immigrés bien que pour la plupart non directement affectés** selon leurs propres dires, et **réservés voire défiants envers l'idée de politique européenne commune** et de mesures qu'elle pourrait comporter : **ce sont tous de nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale**. **Si quelques-uns d'entre eux sont toutefois plus modérés sur ce dernier plan, les plus exacerbés montrent une réelle répugnance à des actions solidaires**. On remarque que les opinions générales sur l'UE dans ces pays vont de très positives à très négatives.

Il y a bien sur le sujet de l'immigration entre (la plupart des États membres de) **l'Ouest et l'Est de l'Union européenne un véritable clivage** — dont on observe par ailleurs qu'il ne coïncide pas avec les différences entre attitudes générales positives et négatives vis-à-vis de l'UE.

CONCLUSION

La détérioration des indicateurs d'opinion concernant l'Union européenne observée à la fin de 2015 après une période de difficile remontée depuis le creux lié à la crise économique s'est poursuivie en 2016, tant pour ce qui est de son image que des avis très critiques sur la direction qu'elle prend actuellement ou de l'optimisme pour son avenir. Ces indicateurs se trouvent à des niveaux nettement inférieurs à ceux de l'avant-crise, comme d'ailleurs la confiance en l'UE (qui, elle, ne s'est pas dégradée en 2016 mais dont le recul l'année précédente avait été particulièrement marqué). Et cela va de pair avec un effritement du moral des citoyens sur le plan économique (mais on note que le soutien à l'euro n'es est pas affecté).

Les jugements sur le bien-fondé de l'appartenance à l'UE et le bénéfice induit pour leur pays sont toutefois restés assez stables depuis un an, et se situent à un niveau comparable à celui de l'avant-crise : en bref, les citoyens européens moyens ne rompent pas avec le projet européen, mais ils expriment de façon croissante insatisfactions et inquiétudes.

Ce panorama européen moyen recouvre de grandes disparités, qui ne reposent pas sur un critère unique simple. On discerne des pays dont les citoyens se montrent satisfaits de l'UE, d'autres timidement eurofavorables, europhiles soucieux, eurocirconspects ou euromoroses ; en particulier, bien qu'il y ait des dominantes, aucune de ces catégories n'est entièrement faite d'anciens ni de nouveaux États membres ; et les positions de certains pays ont profondément changé depuis quelques lustres, dans un sens positif ou dans un sens négatif.

Pour ce qui est de l'immigration, elle demeure, en moyenne, de loin le premier sujet de préoccupation des citoyens pour l'UE malgré un certain repli en 2016 une fois passé le pic de crise migratoire, et un problème aussi pour leur pays au milieu d'autres préoccupations de nature économique et sociale. Elle inspire des sentiments beaucoup plus négatifs que positifs, même si l'apport des immigrés au pays où l'on vit est jugé moins défavorablement, et si l'aide aux réfugiés est une obligation humanitaire très majoritairement reconnue. Le principe d'une politique européenne rencontre un large assentiment, de même que les quelques mesures plus précises qui étaient testées .

Les attitudes à ce sujet sont cependant extrêmement contrastées. À côté d'États membres — plus ou moins directement affectés d'ailleurs — où elles sont plus ou moins amènes à l'égard de l'immigration et des immigrés et où l'action européenne commune est plus ou moins vivement souhaitée, on trouve des pays pourtant généralement peu exposés eux-mêmes (et se considérant comme tels) où se manifestent les plus grandes réticences ; chez les plus défavorables d'entre eux, cela prend le dimension de véritable hostilité et de répugnance à une action solidaire.

La liste de ces pays recoupe celle des nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale, dont on constate donc que leurs citoyens sont dans l'ensemble en phase avec les positions affichées par leurs gouvernements. Il y a là au sein de l'UE une sérieuse et vraisemblablement durable pomme de discorde, indépendamment des attitudes générales positives ou négatives à son sujet.

ANNEXE : LIBELLÉS DES GRAPHIQUES AFC

Graphiques 6 sur les opinions générales sur l'UE

App.+ Appartenance à l'UE bonne chose
 App.- Appartenance à l'UE mauvaise chose
 App.+/- Appartenance à l'UE ni bonne ni mauvaise chose
 App. ? Appartenance à l'UE NR (Non-réponse)

Benef.+ Bénéfice de l'appartenance
 Benef.- Non- bénéfice de l'appartenance
 Benef. ? Bénéfice de l'appartenance NR

Ima.+ Image de l'UE positive
 Ima.- Image de l'UE négative
 Ima.+/- Image de l'UE neutre
 Ima. ? Image de l'UE NR

Conf.+ Confiance en l'UE
 Conf.- Non-confiance en l'UE
 Conf. ? Confiance en l'UE NR

Dir.+ Bonne direction actuelle des choses dans l'UE
 Dir.- Mauvaise direction actuelle des choses dans l'UE
 Dir.+/- Direction actuelle ni bonne ni mauvaise
 Dir. ? Direction actuelle NR

Fut.+ Optimisme pour le futur de l'UE
 Fut.- Pessimisme pour le futur de l'UE
 Fut. ? Opinion sur le futur de l'UE NR

Eco.UE+ Attente de meilleure situation économique dans l'UE
 Eco.UE- Attente de moins bonne situation économique dans l'UE
 Eco.UE= Attente de situation économique sans changement dans l'UE
 Eco.UE ? Attente d'évolution de situation économique dans l'UE NR

Eco.P+ Attente de meilleure situation économique dans le pays
 Eco.P- Attente de moins bonne situation économique dans le pays
 Eco.P= Attente de situation économique sans changement dans le pays
 Eco.P ? Attente d'évolution de la situation économique dans le pays NR

Empl.+ Attente d'amélioration de la situation de l'emploi
 Empl.- Attente de détérioration de la situation de l'emploi
 Empl. ? Attente d'évolution de la situation de l'emploi NR

Graphiques 12 sur la question de l'immigration

Pb.UE Immigration problème majeur pour l'UE
 Pb.P immigration problème majeur pour le pays

Sent.+ Sentiment positif sur l'immigration

Sent.- Sentiment négatif sur l'immigration

Cont.+ Accord avec l'idée de contribution importante des immigrés

Cont.- Désaccord avec l'idée de contribution importante des immigrés

Aid.Ref.+ Accord avec l'idée de devoir d'aide aux réfugiés

Aid.Ref.- Désaccord avec l'idée de devoir d'aide aux réfugiés

Pol.eur.+ Accord avec une politique européenne commune en matière de migration

Pol.eur.- Désaccord avec politique européenne commune en matière de migration

Imm.Ill.UE Souhait de mesures suppl. contre l'immigration illégale au niveau de l'UE

Imm.Ill.P Souhait de mesures suppl. contre l'immigration illégale au niveau national

Imm.Ill.UE+P Souhait de mesures suppl. contre l'immigration illégale aux 2 niveaux

Imm.Ill.Non ut Mesures supplémentaires non utiles

Rep.As.+ Accord av. meilleure répartition des demandeurs d'asile dans tous EM

Rep.As.- Désaccord av. une meilleure rép. des demandeurs d'asile dans tous EM

S.Fin+ Soutien financier aux EM les plus exposés jugé bonne chose

S.Fin- Soutien financier aux EM les plus exposés jugé mauvaise chose

S. Fin ? Soutien financier aux EM les plus exposés ni bonne ni mauvaise chose

Libellés des pays

AT Autriche

BE Belgique

BG Bulgarie

CY Chypre

CZ République tchèque

DK Danemark

DE Allemagne

EE Estonie

IE Irlande

EL Grèce

ES Espagne

FI Finlande

FR France

HR Croatie

HU Hongrie

IT Italie

LV Lettonie

LT Lituanie

LU Luxembourg

MT Malte

NL Pays-Bas

PL Pologne

PT Portugal

RO Roumanie

SI Slovénie

SK Slovaquie

SE Suède

UK Royaume-Uni

Sur les mêmes thèmes...

VIVRE ENSEMBLE FACE AUX PEURS : LE DILEMME POLITIQUE FRANÇAIS

Yves Bertoncini et Dídac Gutiérrez-Peris, *Policy paper n°188*, Institut Jacques Delors, mars 2017

L'UE MALGRÉ TOUT ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE AUX CRISES (2005-2015)

Daniel Debomy, *Études & Rapports n° 111*, Institut Jacques Delors, juin 2016

MIEUX PARTAGER SOLIDARITÉ ET SOUVERAINETÉ : AU-DELÀ DE « L'EUROSCOLIOSE »

Yves Bertoncini, *Tribune*, Institut Jacques Delors, octobre 2015

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE MAI 2014 : POUSSÉE EUROPHOBE OU « BUSINESS AS USUAL » ?

Yves Bertoncini, *Policy paper n° 133*, Institut Jacques Delors, juin 2015

EUROSCPTICISME OU EUROPHOBIE : PROTESTER OU SORTIR ?

Yves Bertoncini et Nicole Koenig, *Policy paper n° 121*, Institut Jacques Delors, novembre 2014

L'UE NON, L'EURO OUI ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE À LA CRISE (2007-2012)

Daniel Debomy, *Policy paper n° 90*, Institut Jacques Delors, mars 2013

L'UE ET LES OPINIONS PUBLIQUES : JE T'AIME, MOI NON PLUS ?

Salvatore Signorelli, préface de Julian Priestley,
Études & Rapports n° 93, Institut Jacques Delors, novembre 2012

LES EUROPÉENS CROIENT-ILS ENCORE EN L'UE ?

Daniel Debomy, préface d'António Vitorino,
Études & Rapports n° 91, Institut Jacques Delors, juin 2012

LES CITOYENS EUROPÉENS ET L'UNION EUROPÉENNE DANS LE CONTEXTE ACTUEL DE CRISE

Daniel Debomy, *Policy paper n° 47*, Institut Jacques Delors – Fondation Jean Jaurès, novembre 2011

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Institut Jacques Delors